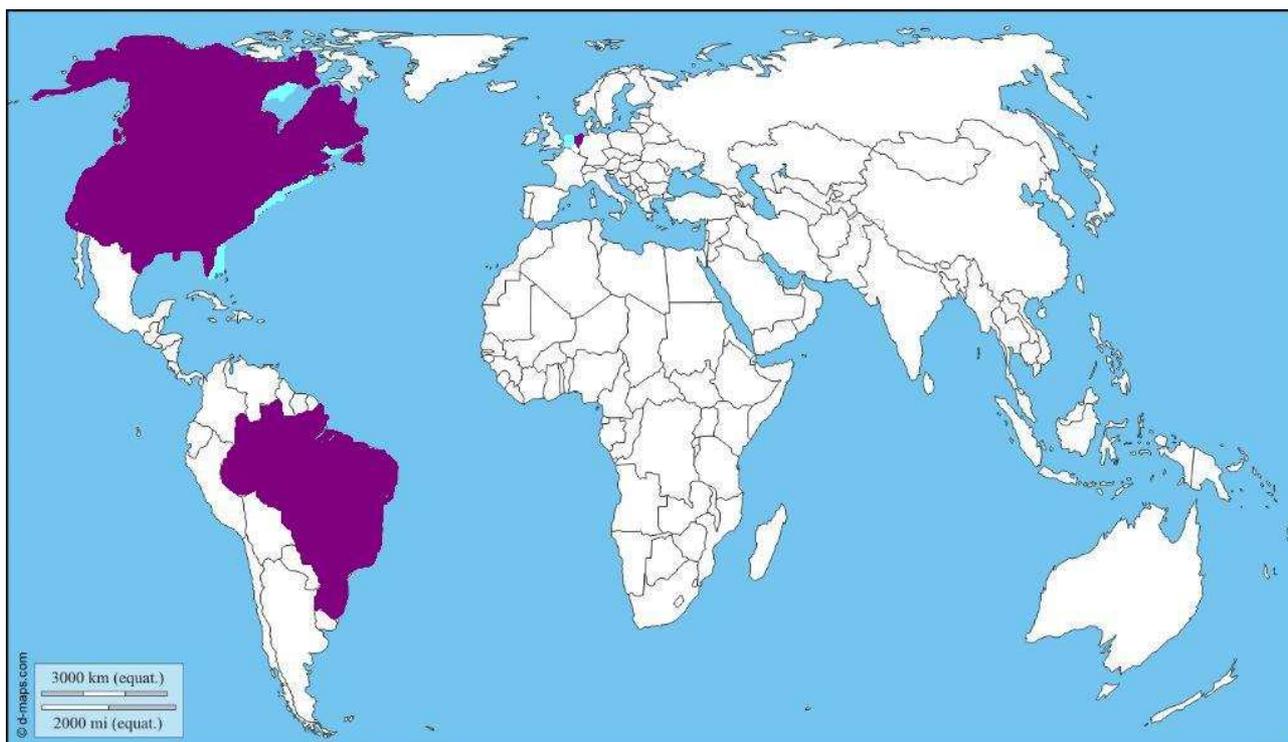


Cartographie des initiatives d'influence en matière d'élevage au niveau international



établie par

Jacques Teyssier d'Orfeuil.

Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts

Yves Berger

Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts

Hervé Lejeune

Inspecteur général de l'agriculture
Coordonateur

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	5
1/ OBJECTIF ET CADRAGE GÉNÉRAL DE LA MISSION.....	7
2/ TRAVAUX RÉALISÉS.....	9
3/ HUIT POINTS CLÉS POUR APPRÉCIER LES JEUX D'INFLUENCE DANS LE DOMAINE DE L'ÉLEVAGE AU NIVEAU INTERNATIONAL.....	11
4/ CONCLUSION ET REFLEXIONS.....	37
ANNEXES.....	39
Annexe 1 : Lettre de mission et note de cadrage.....	41
Annexe 2 : Présentation des « projets de consensus ».....	47
Annexe 3 : Présentation des « organismes professionnels internationaux ».....	59
Annexe 4 : Présentation des « initiatives d'influence ».....	65
Annexe 5: JBS- article des Echos du 17 mars 2015.....	73
Annexe 6: Liste des personnes rencontrées	75
Annexe 7 : Bibliographie - Principales sources documentaires utilisées.....	77
Annexe 8 : Liste des sigles utilisés.....	79

RÉSUMÉ

Une approche synthétique des initiatives d'influence encore actives en matière d'élevage a été établie. Elle permet de distinguer trois types de « forums » où se rencontrent au niveau international des acteurs du secteur de l'élevage :

- Les « **Projets de consensus** » qui sont conduits dans le cadre des organisations internationales, de certains de leurs Etats membres.
- Les « **Organismes professionnels internationaux** », de création plus ancienne que les précédents « forums », qui sont d'essence mixte (pouvoirs publics nationaux et acteurs privés) ou simplement professionnels.
- Les « **Initiatives d'influence** », proprement dites, bâties autour de stratégies de lobbying qui regroupent principalement les acteurs privés (producteurs et industriels) et plus rarement des ONG.

8 éléments clés ont été identifiés pour apprécier les jeux d'influence dans le domaine de l'élevage au niveau international :

1/ La croissance de la demande en produits issus de l'élevage (viandes, lait, œufs et cuirs) est durablement très forte. C'est le principal moteur de la « révolution de l'élevage » qui met en cause les systèmes traditionnels de production.

2/ La « révolution de l'élevage » se réalise sans « guide suprême », en l'absence de gouvernance internationale et, le plus souvent, en l'absence de politiques nationales dans ce domaine.

3/ En réponse à la demande, la « révolution de l'élevage » est très rapide et prend de vitesse les tentatives de mise en place d'un consensus politique au niveau international.

4/ Le discours « anti-viande » ou « anti-élevage industriel » des organisations qui mènent ces combats a un impact global assez mitigé.

5/ Dans le secteur des viandes, les centres de pouvoir et d'influence se déplacent vers les Amériques (Canada, Etats-Unis et Brésil) avec un déclassement de la France et de l'Europe.

6/ Le rôle des grands acteurs mondiaux sur les marchés de l'élevage en pleine expansion n'est pas définitivement figé.

7/ L'Afrique, où vivra 20% de la population mondiale en 2050, est en manque de politiques agricoles opérationnelles et, a fortiori, de politiques en faveur de l'élevage.

8/ La recherche, où plutôt les recherches qui sont conduites en matière d'élevage dans le monde contribuent peu à orienter la « révolution de l'élevage » au niveau international.

1/ OBJECTIF ET CADRAGE GÉNÉRAL DE LA MISSION

Pourquoi cartographier les différentes initiatives en matière d'élevage au niveau international et en poursuivant quel(s) objectif(s) ?

Quelques bonnes raisons justifient cet exercice aujourd'hui :

-Tout d'abord, il existe de nombreuses initiatives internationales et cercles de débats concernant l'élevage (Programmes de travail, « Alliances », initiatives de recherche, plateformes multi-acteurs, fédérations internationales...).

- Ensuite, de profondes transformations touchent le secteur de l'élevage au niveau mondial; c'est la « révolution de l'élevage » ainsi formulée par la FAO. Elles concernent :

. le rôle de l'élevage dans l'aménagement du territoire, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles,

. la croissance de la demande alimentaire de lait, d'oeufs et de viandes en raison de la croissance démographique et de l'élévation du niveau de vie dans de nombreux pays,

. la satisfaction de la demande mondiale croissante entraîne une augmentation de la production et interroge, dans le même temps, sur les aspects sanitaires et environnementaux de cette croissance et sur l'évolution des systèmes de production,

. le développement des marchés, en particulier dans les pays en développement et émergents, renforce les enjeux commerciaux, notamment au niveau international, avec leurs aspects tarifaires et non tarifaires mais aussi sanitaires.

-Enfin, le développement des élevages industriels, la promotion des régimes alimentaires sans viande et les débats sur le « coût » (sanitaire, environnemental, énergétique...) d'une alimentation carnée produisent un discours « anti-viandes » dans de nombreux pays mais il est difficile d'en apprécier la portée globale au niveau du commerce international et du développement de l'élevage.

En définitive, compte tenu de la complexité des évolutions en cours, il y a une réelle difficulté à appréhender tous les aspects de cette « révolution de l'élevage » et à en tirer des conséquences opérationnelles, tant du côté des pouvoirs publics nationaux ou communautaires que du côté professionnel, qu'il s'agisse des éleveurs ou des industriels du secteur.

La lettre de mission adressée au Vice-Président du CGAAER (voir Annexe 1) permet de préciser l'objectif poursuivi : « Il importe que le MAAF puisse renforcer, de manière efficace et cohérente, sa présence au sein de ces différentes enceintes afin de mieux promouvoir la légitimité de ses choix en matière de politique agricole ».

Il a donc été demandé au CGAAER « d'élaborer une cartographie des différentes institutions et initiatives traitant du sujet de l'élevage ainsi que de l'éventuelle articulation entre leurs acteurs ».

Cette cartographie doit cibler plus particulièrement :

- les organisations internationales (FAO, Banque mondiale, OIE...),

- les organisations professionnelles et interprofessionnelles,

- la recherche,

- les organisations non gouvernementales de consommateurs, de protection de l'environnement. ou d'aide au développement.

Une note de cadrage (voir Annexe 1) a été proposée par les missionnaires et acceptée par les commanditaires de la mission (DGPE/ex DGPAAT).

Un préalable a consisté à définir le champ de cette cartographie pour laquelle il a été convenu de couvrir tous les secteurs de l'élevage (viandes rouges et blanches, lait et œufs) en gardant la possibilité, au fil du travail, de recentrer la cartographie sur un champ plus restreint compte tenu de la diversité des réalités, des enjeux et des perspectives internationales.

Cartographier, dans notre cas, va donc consister à :

- présenter les initiatives connues d'influence dans le secteur de l'élevage au niveau international,
- rapprocher ces initiatives d'influence des évolutions agricoles, industrielles, commerciales, économiques et politiques dans le secteur de l'élevage au niveau international.

En conclusion, les missionnaires proposent quelques réflexions, plutôt que des recommandations, pouvant permettre aux pouvoirs publics français de mieux se positionner dans les débats d' « influence », compte tenu des contraintes et des opportunités qui détermineront l'évolution de notre élevage.

Pour la clarté de la présentation de ce rapport, de nombreux éléments factuels figurent dans les annexes afin de privilégier une représentation cartographique correspondant à la commande.

2/ TRAVAUX RÉALISÉS

Conformément à la note de cadrage de la mission, cette « cartographie » repose sur :

- une étude documentaire la plus exhaustive possible,
 - des « enquêtes pays » par voie de questionnaire via les services économiques (Brésil, USA, UE, Inde, Russie, Chine, Nlle Zélande, Australie, Argentine, Uruguay...) afin d'apprécier, d'une part, pour les principaux pays exportateurs, les politiques nationales en matière d'élevage (production et exportations) et leur participation plus ou moins active dans les initiatives connues ou à découvrir et, d'autre part, pour les principaux pays importateurs, leurs besoins en termes quantitatifs et qualitatifs pour la prochaine décennie,
- Les questionnaires adressés aux services économiques des pays choisis (Egypte, Liban, Turquie, Inde, Brésil, Argentine, Uruguay, Pays-Bas, Thaïlande, Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Canada, Allemagne, Russie, Chine, Japon, Corée du Sud, Algérie, Tunisie, Maroc, Danemark et Pologne) sont revenus avec retard. Certains sont encore attendus (Canada, Turquie et Japon).
- Les réponses aux questionnaires fournissent de nombreuses données statistiques (souvent disponibles et synthétisées par ailleurs dans la recherche documentaire) et quelques informations pertinentes plus qualitatives, sociologiques ou politiques sur les évolutions plus récentes du secteur de l'élevage dans les différents pays,
- des rencontres d'acteurs publics et privés français et internationaux (administration, recherche, professionnels, ONG,...).

Sur ces bases, une approche synthétique des initiatives d'influence encore actives en matière d'élevage a été établie.

Elle permet de distinguer trois types de « forums » où se rencontrent au niveau international des acteurs du secteur de l'élevage en vue de « peser » sur ses orientations techniques, sanitaires ou commerciales et leurs conséquences sociales et structurelles (élaboration de règles, de « guide lines », de guides de bonne pratiques, de méthodes partagées d'évaluation...):

- Les « **Projets de consensus** » qui sont conduits dans le cadre des organisations internationales, de certains de leurs Etats membres. Ils associent des organismes de recherches, des ONG et, dans une moindre mesure, le secteur privé. Les missionnaires ont retenu à ce titre les 6 « projets » suivants: le Programme mondial pour un élevage durable (PMED/GASL), l'Alliance globale pour l'élevage (AGE/LGA), le Groupe inter-agences des donateurs (GID/IADG), l'Alliance globale climato-intelligente (ACI/GASCA), le Partenariat pour l'évaluation environnementale de l'élevage (PEEL/LEAP) et l'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable (IMPD/WISP). Ces « projets » ou « programmes » sont présentés en annexe 3.
- Les « **Organismes professionnels internationaux** », de création plus ancienne que les précédents « forums », qui sont d'essence mixte (pouvoirs publics nationaux et acteurs

privés) ou simplement professionnels: la Fédération laitière internationale (FIL/IDF), la Commission internationale de l'oeuf (CIO/IEC), le Conseil international de la volaille (CIV/IPC) et l'Office international de la viande (OIV/IMS). Ces organismes professionnels internationaux sont présentés en annexe 4.

- Les « **Initiatives d'influence** », bâties autour de stratégies de lobbying qui regroupent principalement les acteurs privés (producteurs et industriels) et plus rarement des ONG. Les missionnaires ont retenu à ce titre les quatre « initiatives » suivantes dont deux concernent la viande bovine et les deux autres le lait : la Table ronde mondiale de l'élevage bovin durable (GRSB), la « Five nations beef alliance » (FNBA), la plateforme globale pour le lait (GDP) et l'alliance pour le lait (GDA). Elles ont été créées souvent en opposition ou en concurrence à des « projets de consensus » ou des « organismes professionnels internationaux » jugés insuffisamment efficaces ou poursuivant des objectifs contestés. La GDA poursuit un objectif plus précis encore puisqu'il s'agit de « peser » sur les négociations à l'OMC . Ces « initiatives » sont présentées en annexe 5 .

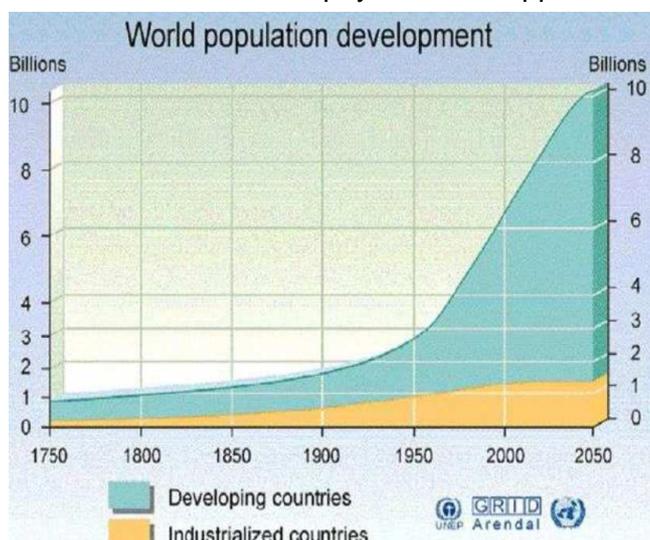
Il est intéressant de noter que, par exemple, le Programme mondial pour un élevage durable de la FAO aurait été développé en réaction à la création de l'Alliance globale pour l'élevage et que la Table ronde mondiale de l'élevage bovin durable a été mise en place, à l'initiative du Brésil, en réaction à la création du Programme mondial pour un élevage durable de la FAO, le Brésil ayant formellement exprimé ses réserves au Directeur général de la FAO sur le Programme mondial pour un élevage durable.

3/ HUIT POINTS CLÉS POUR APPRÉCIER LES JEUX D'INFLUENCE DANS LE DOMAINE DE L'ÉLEVAGE AU NIVEAU INTERNATIONAL

1/ La croissance de la demande en produits issus de l'élevage (viandes, lait, œufs et cuirs) est durablement très forte. C'est le principal moteur de la « révolution de l'élevage » qui met en cause les systèmes traditionnels de production sous la pression économique, sanitaire et normalisatrice des principaux acteurs, publics ou privés, et renforce le pouvoir des industriels et la concurrence sur les marchés.

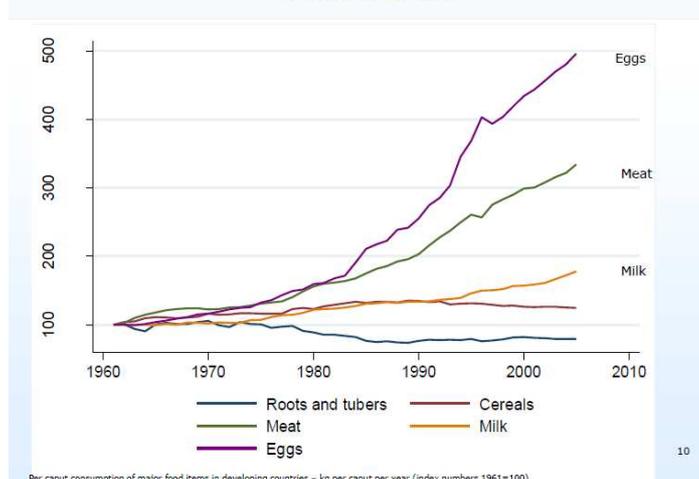
- L'augmentation de la demande en produits issus de l'élevage est très rapide depuis une trentaine d'année du fait de l'augmentation de la population mondiale et de l'amélioration du pouvoir d'achat dans les pays émergents et en développement.

La population augmente très fortement dans les pays en développement



La consommation des produits issus de l'élevage a fortement augmenté au cours des 20 dernières années dans les pays en développement...

Consumption is growing rapidly in developing countries ...

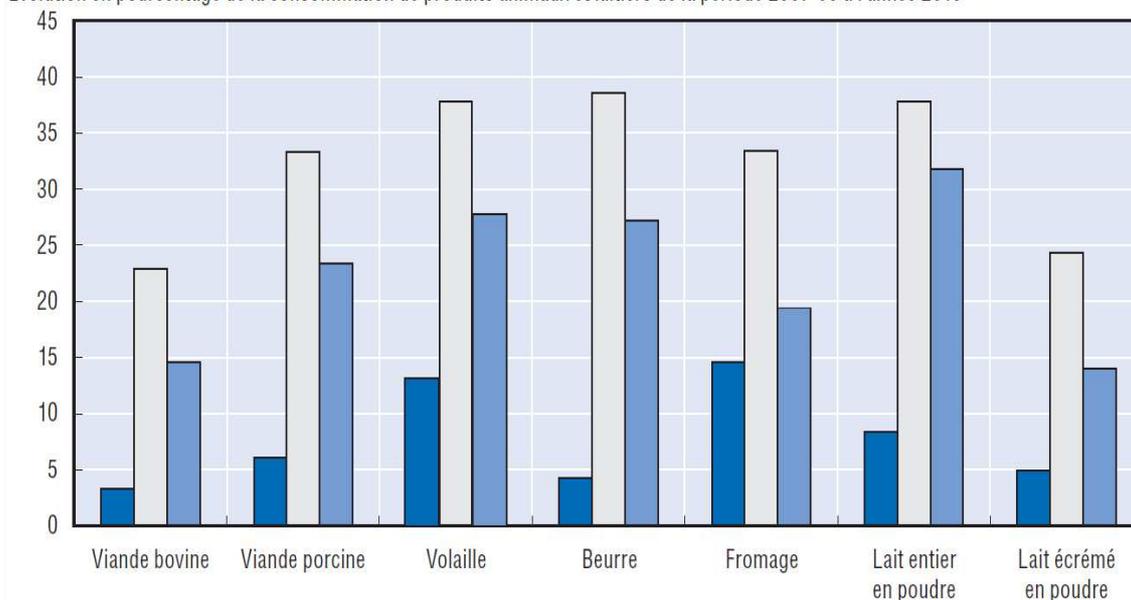


Source :Frank Mitloehner,- University of California, Davis

...et continuera de croître fortement à l'avenir (selon la FAO, 80% de la croissance de la demande alimentaire sera due à la croissance de la demande en produits issus de l'élevage d'ici 2050). Le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace d'ouest en est et du nord vers le sud. En 2010, 83 pays en développement ont atteint un taux de croissance par habitant équivalent au double de celui des pays de l'OCDE avec l'émergence de classes moyennes pouvant atteindre 80% de la population en 2030 dans les pays émergents.

	Pays OCDE
	Monde
	Pays en développement

Évolution en pourcentage de la consommation de produits animaux et laitiers de la période 2007-09 à l'année 2019



(FAO-OCDE)

- **La « révolution de l'élevage » met en cause les systèmes traditionnels de production et renforce l'industrialisation et l'intégration de la production.**

60 % des ruraux dans le monde possèdent du bétail. L'élevage représente 40 % de la production agricole mondiale et contribue aux moyens d'existence d'un milliard de personnes soit une personne sur sept dans le monde. Mais c'est l'industrialisation de la production et son internationalisation qui assurent l'essentiel de la croissance de la production.

- La mondialisation des chaînes d'approvisionnement des aliments pour animaux, des stocks génétiques et des technologies d'élevage (progrès essentiellement dus au secteur privé : sélection, alimentation, stabulation, lutte contre les maladies, transformation, transport, chaîne du froid, commercialisation) transforment la structure du secteur.
- La libéralisation du commerce mondial, la baisse du coût des transports, le décalage croissant entre les lieux où la population augmente et ceux où se trouvent les capacités d'augmentation rapide de la production encouragent le commerce international.

Ces évolutions marginalisent les petits producteurs, « évincés » par manque de compétitivité économique, en particulier aujourd'hui dans l'élevage avicole et porcin. Il n'est pas évident que l'expansion des marchés des produits de l'élevage offre de réelles possibilités nouvelles d'amélioration des revenus des ruraux pauvres vivant de l'élevage dans les régions marginalisées :

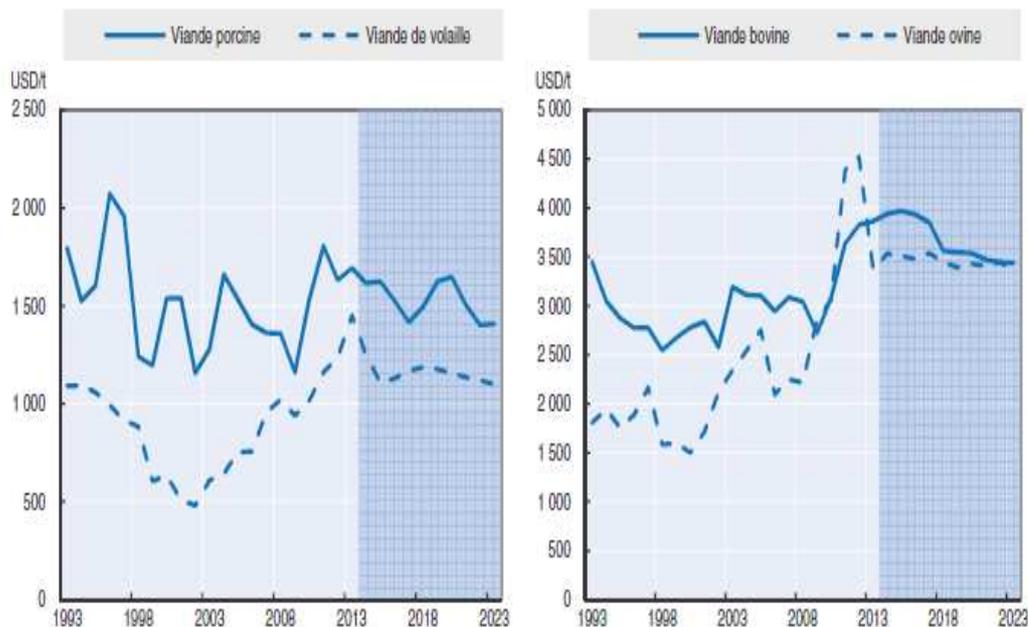
- Il faut produire le plus possible, le plus vite possible, au moindre coût et dans le respect des

normes sanitaires , ce qui favorise la production intensive à grande échelle en production avicole et porcine.

- En Afrique subsaharienne, contrairement à l'Asie ou à l'Amérique Latine, il n'y a pas de forte dynamique de production et de consommation en faveur de l'élevage traditionnel. L'élevage pastoral y est menacé par des normes sanitaires de plus en plus strictes, des restrictions à l'accès aux pâturages traditionnels, des sécheresses plus fortes et plus fréquentes et une surexploitation des pâturages pour des raisons démographiques.
- **La croissance de la demande mondiale de produits issus de l'élevage concerne essentiellement des produits peu chers: volaille, oeufs, porc et produits laitiers.**

Pour les viandes : « Les déterminants de la consommation de viande diffèrent considérablement selon les régions en fonction des traditions et des réalités économiques locales. Cependant, comme la viande est un aliment relativement cher, les revenus des consommateurs jouent un rôle important dans la consommation. La croissance économique de la dernière décennie a soutenu une consommation élevée de viandes par habitant dans la plupart des pays. On s'attendrait à une élasticité plus élevée de la consommation de viande plus onéreuses comme la viande bovine et ovine par rapport aux revenus, mais les données semblent indiquer le contraire sur la base d'une analyse plus fine pays par pays » (Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023). En fait, la volaille fait preuve de la plus grande élasticité par rapport aux revenus malgré le fait qu'il s'agit de la viande la moins chère. Les consommateurs ayant de faibles revenus ont tendance à acheter avant tout de la volaille et, dans une moindre mesure, du porc. Et lorsque leurs revenus augmentent, ils consomment davantage encore de viande de volaille.

Graphique 7.1b. Prix mondiaux réels des viandes



Notes : US Bouvillons, 1 100-1 300 lb poids paré, Nebraska. Prix du barème de l'agneau poids paré, moyenne toutes catégories, Nouvelle-Zélande. Goretts châtrés et cochettes, n° 1-3, 230-250 lb poids paré, US Iowa/Minnesota. Prix moyen au producteur du poulet prêt à cuire au Brésil.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

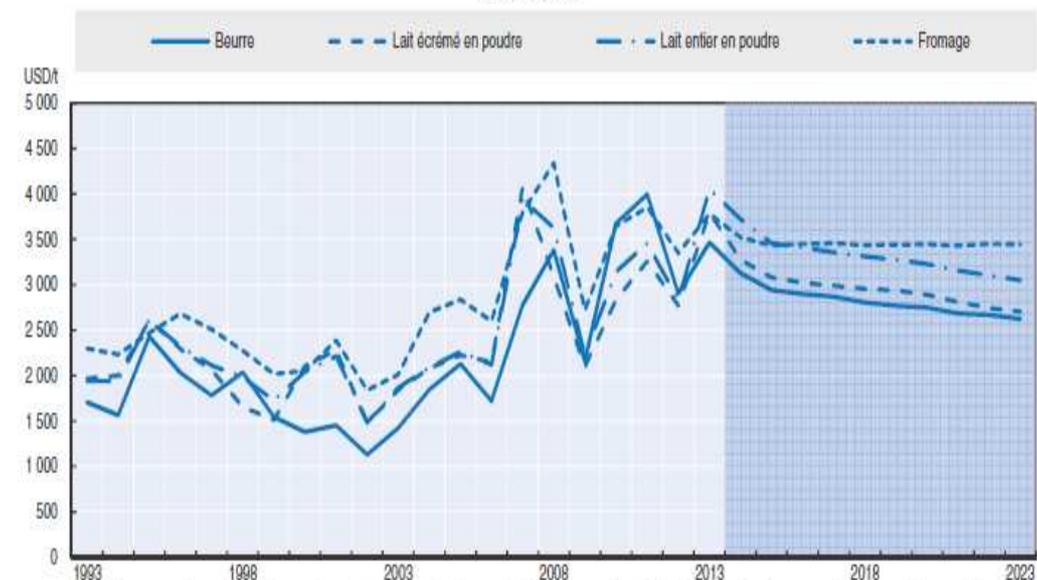
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933104216>

A l'horizon 2023, sur les 57,7 Mt de viande supplémentaires produites, 28,3 Mt devraient être de la volaille, 16,7 Mt de la viande porcine, 9 Mt de la viande bovine et 3,8 Mt de la viande ovine. Les échanges mondiaux de viande devraient progresser moins vite que sur la période précédente en raison d'une production nationale plus importante dans les pays traditionnellement importateurs. Ils se maintiendront aux environs de 10 % de la production (15,8 % pour la viande bovine).

Pour le lait : Dans les pays en développement, la consommation de produits laitiers par habitant devrait progresser annuellement de 1,2 à 1,9 % alors qu'elle se situera entre 0,2 et 0,9 % par an dans les pays développés. En termes réels, les prix des produits laitiers devraient légèrement baisser : les prix ne sauraient se maintenir à leur haut niveau actuel et la productivité devrait continuer de s'améliorer. Ces perspectives sont fondées, hors accident sanitaire, sur l'hypothèse du maintien d'une forte croissance des revenus dans les pays en développement (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Asie du Sud-Est et Chine) mais le moindre ralentissement de l'activité économique pourrait provoquer une forte baisse des prix. (OCDE-FAO – Perspectives 2014-2023).

Graphique 9.2. Prix mondiaux des produits laitiers en termes réels

USD de 2005



Notes : Prix à l'exportation f.a.b., beurre à 82% m.g., Océanie ; Prix à l'exportation f.a.b., lait écrémé en poudre, 1,25% de matière grasse, Océanie ; Prix à l'exportation f.a.b., lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie ; Prix à l'exportation f.a.b., fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.

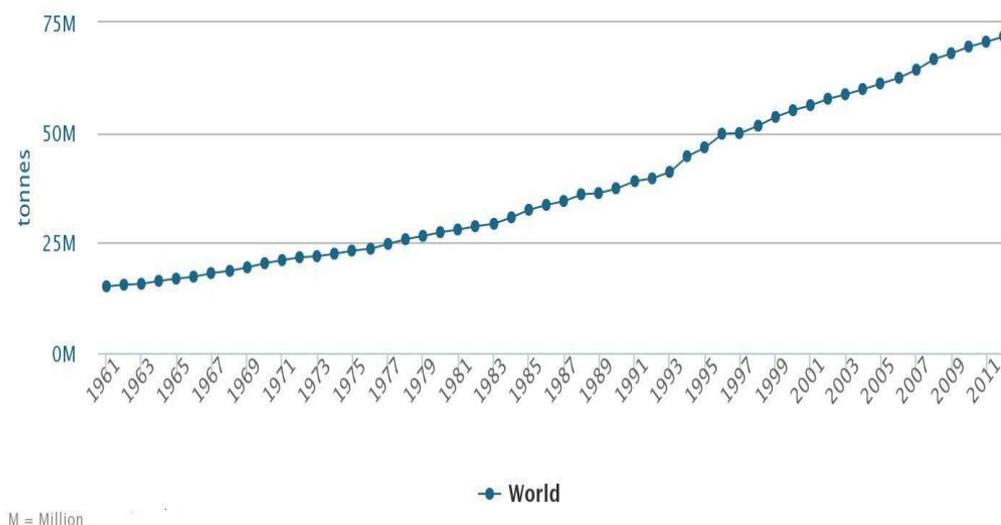
Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933104539>

L'augmentation des échanges de produits laitiers au cours de la prochaine décennie viendra pour l'essentiel des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Leur part globale dans les exportations mondiales variera entre 74 % et 86 % selon les produits.

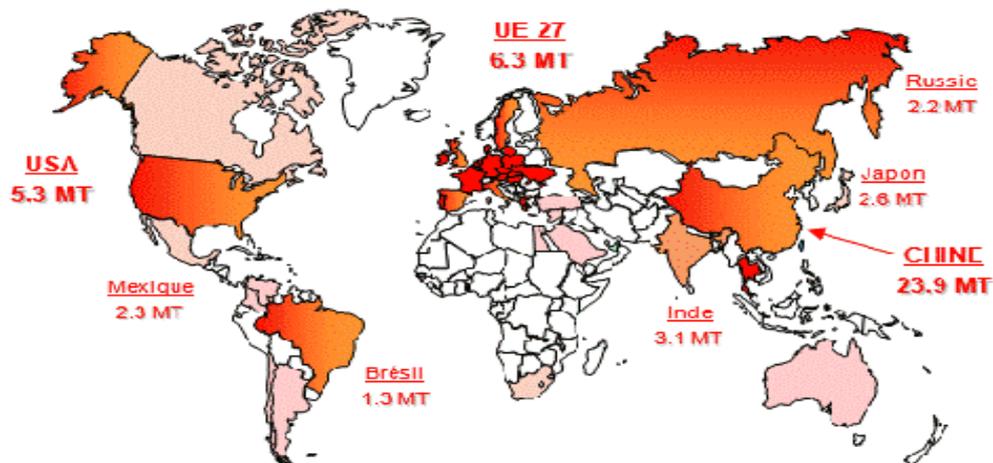
Pour les oeufs : Selon les estimations de la FAO, la production d'oeufs de poules dans le Monde a atteint 66,4 millions de tonnes en 2012, soit une consommation globale de l'ordre de 1 000 milliards d'oeufs chaque année, 145 oeufs par personne et par an (300 au Mexique et 100 en Europe et aux USA). C'est la protéine animale la moins chère.

La production mondiale d'œufs est passée de 15 millions de tonnes en 1961 à 71,9 millions de tonnes en 2012, ce qui correspond à 1180 milliards d'œufs.



En 2012, les plus gros producteurs étaient la Chine, avec 472 milliards d'œufs, l'Union européenne avec 110 milliards d'œufs et les États-Unis avec 90 milliards d'œufs.

Les principaux producteurs d'œufs dans le monde :



Source : ITAVI d'après FAO et Commission Européenne

La Chine, premier producteur mondial (24,5 MT), représente à elle seule plus de 37 % de la production mondiale en 2012, suivie de l'Union européenne à 27 pour 9 % (6 MT), des États-Unis (5,4 MT), de l'Inde (3,6 MT) et du Japon (2,5 MT).

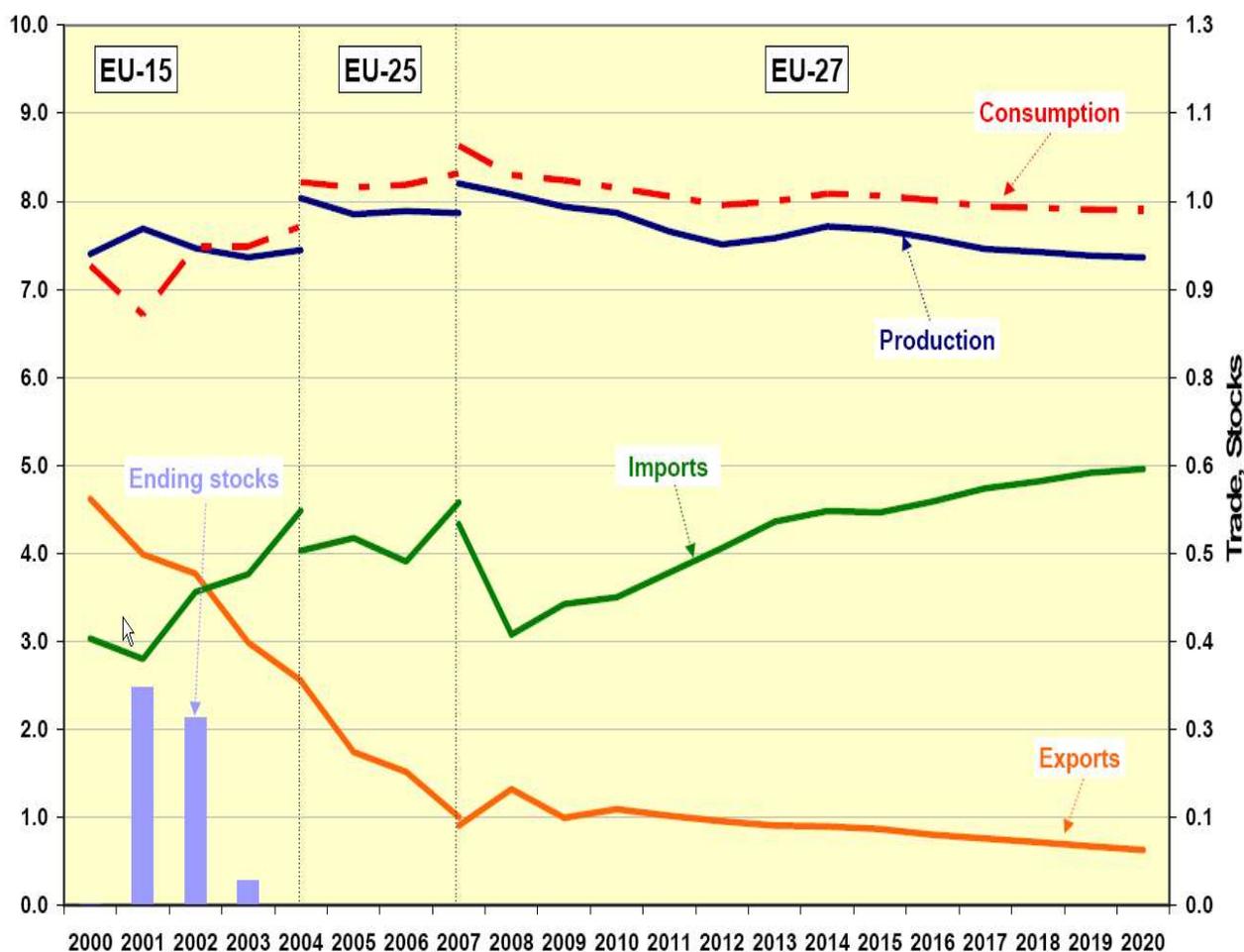
Les échanges internationaux ont porté en 2011 sur un peu moins de 4 % de la production mondiale.

Les prix de l'œuf sur le marché international se sont repliés de 37% entre 2012 et 2013 (calibre moyen et gros) en raison d'une hausse de la production mondiale. En Europe, cette chute est contenue avec une baisse de 19 % ; soit un prix de 0,08 €/œuf (le prix de revient étant estimé entre 0,065 et 0,070 en France) , le cours sur le marché mondial étant lui compris entre 0,060

et 0,065...(durant l'été 2014 les « dégagements » de la production française sur le marché international se sont réalisés à 0,055).

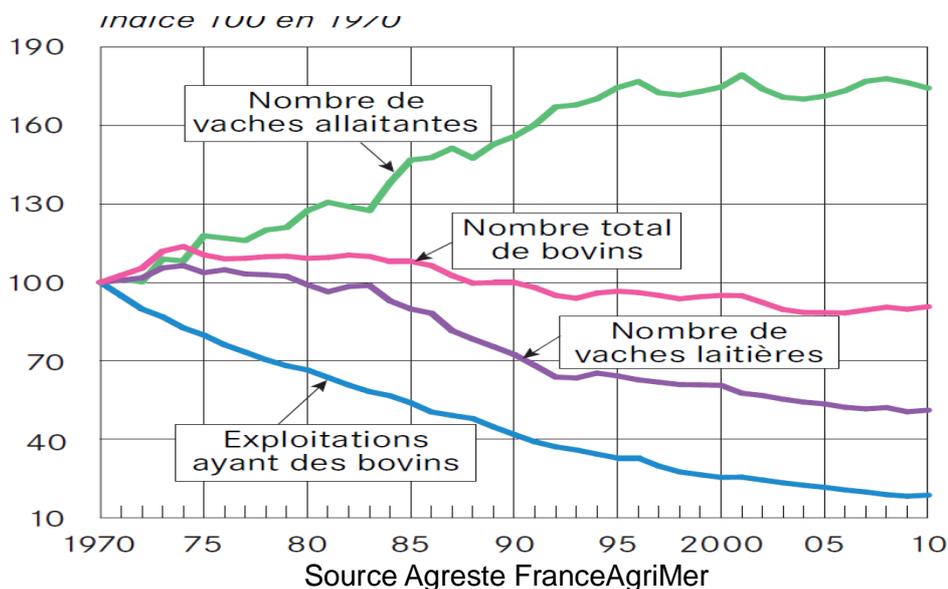
2/ La « révolution de l'élevage » se réalise sans « guide suprême », en l'absence de gouvernance internationale et, le plus souvent, en l'absence de politiques nationales dans ce domaine.

- **Les politiques agricoles efficaces sont rares dans les pays en développement, notamment en Afrique, et les politiques nationales en faveur de l'élevage y sont encore plus rares.**
- **Sous le poids de la concurrence, des normes environnementales, du bien-être animal, du renchérissement de l'alimentation animale, d'une filière bovine écartelée entre traditions et innovations, les ambitions de la politique agricole française et européenne sont incertaines en matière d'élevage bovin en réponse à la croissance de la demande mondiale. Les accroissements de production ne sont pas encouragés et les revenus des producteurs ne progressent pas.**



Perspectives pour la viande bovine/ Commission européenne-DGAGRI

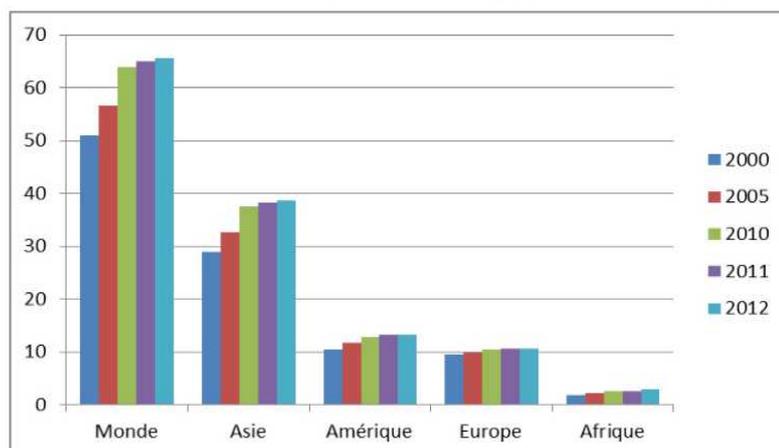
- **En France, les politiques conduites dans l'élevage bovin n'ont pas privilégié des visées stratégiques tendant à donner à notre pays un rôle dans la redistribution des cartes au niveau international face à la croissance de la demande de viande hors Union européenne.**



- **Dans le secteur de la production d'œufs, l'Union européenne apparaît là aussi peu dynamique.**

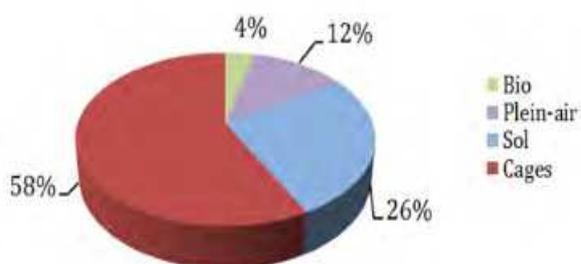
La faible évolution de la production en Europe s'accompagne de fortes évolutions des systèmes de production, résultat d'une segmentation du marché et de la prise en compte du « bien-être » des poules pondeuses.

Evolution mondiale de la production d'œufs (millions de tonnes)



(ITAVI d'après FAO)

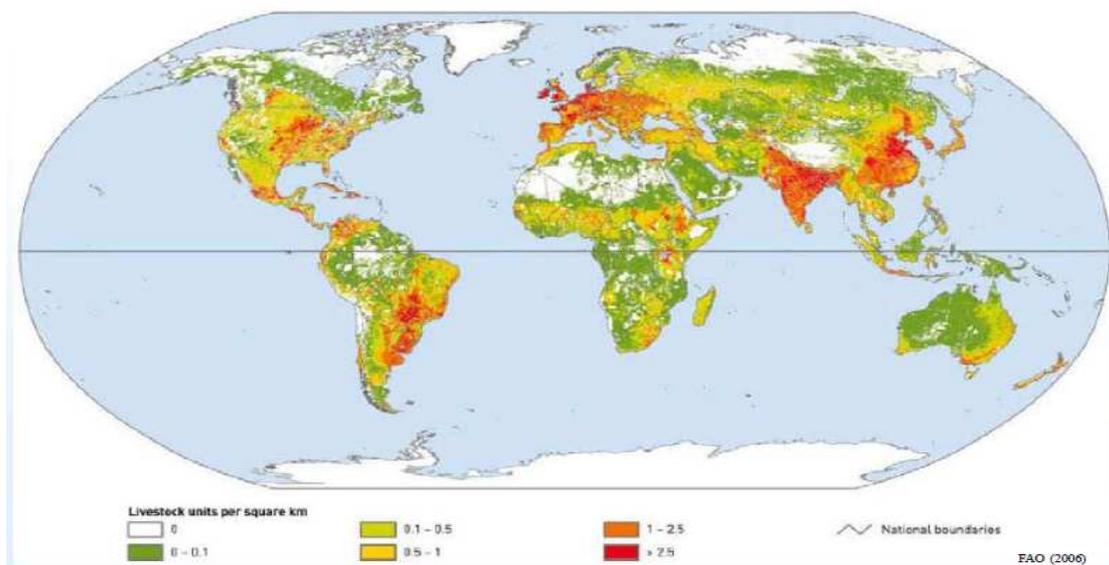
Répartition des systèmes de production dans l'UE-27 en 2013 (source Commission)



- **Face à l'absence d'ambition européenne, les politiques nationales en faveur de l'élevage sont fortes dans quelques pays dont le Canada, les Etats-Unis, le Brésil, la Russie, la Chine et l'Argentine.**

Parmi les acteurs traditionnels de l'élevage sur les marchés internationaux, l'Union européenne apparaît suivre une voie particulière avec le délaissement d'outils de gestion de crises et le découplage des aides. Elle a, de fait, abandonné la possibilité d'orienter les productions en privilégiant une approche qui se veut qualitative au détriment de perspectives de développement de la production. Celle-ci est laissée à l'initiative d'acteurs économiques plutôt faibles au regard de l'évolution du marché international dans le domaine des viandes. Là où le couplage des aides a été maintenu, notamment dans l'élevage bovin et ovin, ce n'est pas pour viser une meilleure adaptation de la production aux marchés mais pour essayer de garantir, au moins partiellement, un revenu aux producteurs. D'ailleurs, en dépit d'importantes activités d'élevage, **les perspectives présentées par l'Union européenne pour son agriculture à l'horizon 2024 sont particulièrement peu ambitieuses en matière d'élevage, y compris dans le secteur laitier, et déconnectées des perspectives de croissance de la demande alimentaire mondiale** (Prospects for EU agricultural markets and income 2014-2024- December 2014).

Global livestock distribution



Face à cette situation particulière, d'autres pays, grands acteurs traditionnels de l'élevage au niveau mondial (exportateurs ou importateurs), affichent des ambitions plus affirmées.

- Le **Canada** : Membre du groupe de Cairns, ce pays est cependant doté d'une politique d'intervention forte (l'aide gouvernementale -fédérale et provinciale- apportée au secteur agricole et agroalimentaire représentait 35 % du PIB du secteur en 2012), notamment dans les secteurs des produits laitiers, de la volaille et des oeufs, avec une gestion de l'offre très encadrée (gestion de la production par la profession et contrôle des importations) qui garantit un niveau de prix et des revenus stables aux producteurs qui alimentent le marché national. Si la production laitière est importante, l'élevage bovin au Canada, c'est d'abord pour produire de la viande. L'expansion de la filière bovine y a été freinée par la crise de

l'ESB (57 % de la production était exportée avant la crise de l'ESB) qui a provoqué une concentration sans précédent de la filière (deux acteurs réalisent aujourd'hui 89 % des abattages canadiens : Cargill Meat Solution et XL Food) et une concentration géographique extrême : plus des ¾ des gros bovins sont abattus dans l'Alberta qui lui-même concentre 40 % des vaches allaitantes. Une centaine d'établissements d'une capacité supérieure à 1000 places y assurent les ¾ de l'engraissement et un bon nombre sont contrôlés par les deux principaux abatteurs. Le cheptel a atteint un haut de cycle en 2005 et a perdu ensuite 20 % de ses effectifs face au manque de rentabilité de la filière.

La filière viande au Canada, soutenue à travers les dispositifs d'aides contracycliques et les outils de gestion des risques, est toujours très dépendante des USA avec lesquels se font l'essentiel des échanges agricoles. Le Canada a un moindre accès aux marchés extérieurs que les Etats-Unis. Les marchés asiatiques s'ouvrent toujours plus tard pour le Canada. Les deux acteurs industriels majeurs du marché refusent de s'engager dans une filière spécifique « sans utilisation d'hormones » exigée pour l'accès au marché européen.

Comme pour les Etats-Unis, **les accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux jouent un rôle majeur dans la mise en oeuvre des stratégies agricoles et agroalimentaires nationales offensives.**

- Les **Etats-Unis** : 4ème exportateur mondial de viande bovine, 1er en porcs et deuxième en volaille, ils sont aussi le premier importateur mondial de viande bovine (viandes précuites de qualité basique pour la transformation). Ils sont aussi le 3ème exportateur mondial de poudre de lait. Les pays de l'ALENA (Canada, Mexique) constituent les premiers partenaires en plus des pays avec lesquels les USA ont des accords de libre-échange (Israël, Jordanie, Chili, Singapour, Australie, Maroc, Bahreïn, Pérou, Oman, République de Corée, Colombie, Panama) auxquels il faut ajouter Taïwan et Hong Kong pour la viande bovine. Les Etats-Unis bénéficient aussi de l'accord de libre échange régional CAFTA-DR (Costa-Rica, République Dominicaine, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua).

Concernant les évolutions et les stratégies, **les accords de libre-échange sont un élément important à l'international pour promouvoir leurs exportations** qu'ils souhaitent renforcer, notamment dans les pays asiatiques et du Pacifique. Le Partenariat Transpacifique (TPP) actuellement en discussion devrait promouvoir ces exportations. Souhaitant aussi renforcer leurs exportations de viandes rouges et de produits laitiers vers l'Union européenne, le Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (TIPP), lui aussi en cours de discussion, constitue un élément essentiel de cette ambition. Il n'est pas anodin non plus que dans les discussions en cours sur le renouvellement de l'AGO (African Growth and Opportunity Act) pour l'Afrique du Sud, les USA conditionnent ce renouvellement à l'ouverture du marché sud africain aux volailles américaines (accès libre de droit de douane).

Traditionnellement, les USA soutiennent leur agriculture en tant que secteur stratégique. Les éleveurs y bénéficient de dispositifs de soutien comparables aux autres producteurs (« assurances récolte », soutien indirect de l'aide alimentaire interne et externe) et, dans le secteur laitier, d'un dispositif de soutien particulier de protection du revenu des producteurs résultant du dernier Farm bill.

- Le **Brésil** : 1er exportateur mondial de viande de volaille, 2ème exportateur de viande bovine et 4ème en viande porcine, le Brésil est devenu un acteur majeur des échanges internationaux des produits de l'élevage. Au Brésil, les politiques agricoles ne reposent pas sur une planification stratégique de développement agricole ou rural. Elles visent à apporter des financements à un secteur qui doit continuer de croître, sans modèle agricole particulier. Il s'agit de faciliter les acquisitions d'intrants, de matériels et de nouvelles technologies pour les producteurs. En élevage bovin, la production réalisée sur des fermes de toutes tailles est très extensive (une tête à l'hectare en moyenne). Si le confinement des bovins en fin de cycle est en hausse, il ne représente que 10% des abattages. En volailles et porcs, la production est intensive et intégrée aux grands groupes (BRF et JBS) ou en coopérative. 93 % des producteurs de volailles travaillent en système intégré avec encore un nombre important d'élevages familiaux. La production porcine est assurée par de nombreux petits élevage de subsistance pour l'autoconsommation tandis que 30 000 élevages industriels assurent l'approvisionnement des marchés régionaux, du marché national et de l'exportation. La production laitière demeure une production familiale sans ambition exportatrice.

Le Brésil compte rester un acteur majeur à l'exportation dans le secteur de la viande bovine avec de bonnes perspectives d'accroissement de sa production et de ses exportations (+ 39 %) au cours de la prochaine décennie grâce notamment à une plus grande intensification de sa production et à l'ouverture du marché américain à la viande « in natura » qui pourrait lui ouvrir la porte à d'autres marchés plus exigeants (Japon, Corée du Sud, Canada, Mexique). Dans le secteur de la viande de volaille (absence de grippe aviaire), une augmentation de 44 % des exportations est envisagée tandis que la croissance de la production d'oeufs (+32 %) sera réservée au marché domestique. En viande porcine, une augmentation des exportations de 22 % est attendue avec l'espoir de conserver le marché Russe (1er débouché) et de conquérir des parts de marché au Mexique et au Japon (source : Fédération des industriels de l'Etat de Sao Paulo).

Cette ambition s'appuie sur une volonté politique mais aussi et surtout sur des entreprises conquérantes en fort développement qui bénéficient d'un soutien sans égal ailleurs dans le monde (sauf peut-être en Chine) du système bancaire national.

« La stratégie du Brésil est de conquérir de plus en plus de parts de marché, de s'accaparer une rente à l'exportation, d'écouler la production, et donc de rentabiliser les capitaux investis dans le complexe agroalimentaire » (« L'affirmation des multinationales de l'agroalimentaire des pays émergents » par Cécile Fèvre et Thierry Pouch- Economie rurale mars-avril 2013). La progression des firmes brésiliennes de l'agroalimentaire à l'exportation a conduit à une révision de la hiérarchie mondiale des entreprises de ce secteur. JBS figure au premier rang des entreprises productrices de viande de volailles et bovine (voir annexe 5) tandis que Marfrig se classe au quatrième rang des firmes mondiales productrices de viande bovine et de volailles, notamment à destination des marchés du Moyen-Orient et d'Asie pour fournir les chaînes de restauration rapide. Marfrig est aujourd'hui le premier producteur de viande de volailles au Royaume-Uni et détient deux sites de production en France. L'introduction de JBS en bourse en 2007 lui permet de lever des fonds et de poursuivre sa stratégie d'expansion aux Etats-Unis, en Europe et jusqu'en Australie, en Nouvelle Zélande et aux Emirats Arabes Unis.

Ces entreprises qui jouent dans la cours des « Global players » tendent à organiser une production de masse standardisée et un modèle de consommation globalisée.

Outre l'ambition politique en matière agricole et la dynamique industrielle des groupes brésiliens, le Brésil a aussi tiré parti d'une diplomatie économique performante qui l'a fait pleinement profiter des mesures de réduction des aides agricoles en Europe et aux Etats-Unis ainsi que des réductions des droits de douane décidées dans le cadre des négociations internationales de l'OMC.

Dans cette dynamique globale et très puissante, les Brésiliens ont créé la « Table ronde brésilienne sur l'élevage durable » (élevage durable=déboisement zéro) en 2009 et ont contribué à la mise en place d'autres « tables rondes » nationales des principaux pays exportateurs de viande (sauf l'Inde), avant de créer en 2010 une « Table ronde » mondiale, la « Global roundtable on sustainable beef » (GRSB- voir annexe 4) en réaction à la mise en place par la FAO du Programme mondial pour un élevage durable (voir annexe 2), initiative jugée peu pertinente et lourde. **L'objectif de la GRSB est d'adopter des principes mondiaux de l'élevage durable qui seront ensuite déclinés en critères et indicateurs nationaux en vue de définir une certification privée** (il existe aujourd'hui plus de 350 schémas de certification de la durabilité de la viande dans le monde).

Les débats sur l'impact de l'élevage sur l'environnement (déforestation, émission de gaz à effet de serre...) se développent, portés par la société civile. Ils amplifient une contestation de l'intensification de la production autour des questions économiques et sanitaires : place des petits producteurs, bien-être animal, traçabilité, utilisation des promoteurs de croissance...

- La **Chine** : Les productions animales y ont fortement augmenté au cours des dernières années (+ 8 % par an en moyenne sur 10 ans) en réponse à la forte demande de viande (la consommation de viande par habitant a augmenté de 53 % entre 1994 et 2010). Mais cette évolution est plus variable aujourd'hui selon les filières : stagnation sur le lait, faible progression pour la viande bovine, hausse mais importante variabilité sur le porc et progression de la volaille hors accident sanitaire. Les filières de production sont de plus en plus duales : un faible nombre de transformateurs absorbe une quantité croissante de la production, avec des nuances là aussi selon les filières : la filière porcine est la plus industrialisée tandis que la production et la transformation restent majoritairement familiales en volailles. La filière bovine et ovine est éclatée et la filière laitière est en pleine mutation : 4300 fermes de plus de 100 vaches (existence d'élevages de 10 000 voire 40 000 vaches) assurent désormais 1/3 de la production et 50 % de la transformation laitière est assurée par trois groupes (au lieu de 7 en 2005).

La Chine demeure un pays importateur de produits carnés et laitiers (1er importateur mondial) et les augmentations de production ces dernières années n'ont pas empêché l'augmentation des importations d'abats et de viande, sauf en volaille où la Chine est à peu près auto-suffisante. Les questions sanitaires d'accès au marché chinois sont primordiales s'agissant des importations de viande.

La Chine met en oeuvre une politique agricole forte avec un budget qui représente en 2014 9 % du budget national (hors budgets locaux). L'élevage bénéficie de trois plans : un plan porcin lancé en 2011 dont l'objectif est de doubler la production, un plan laitier lancé lui aussi en 2011 qui s'est terminé en 2014 et un plan bovin et ovin lancé en 2013 (jusqu'en 2020) destiné à spécialiser et développer des fermes de grande taille standardisées.

Le positionnement recherché de la Chine sur le marché international est variable selon les secteurs.

- **Dans le secteur laitier, la Chine, d'une part, recherche la diversification des origines face à l'hégémonie de l'Océanie** et souhaite répondre à une demande plus exigeante en qualité et, d'autre part, privilégie les groupes étrangers qui ont des liens étroits avec les groupes chinois et une réelle stratégie en Chine plutôt que les entreprises ayant des stratégies de dégageant sur la Chine. Dans le même temps, les groupes chinois sont incités à **investir à l'étranger** (participations dans des sociétés partenaires ou sécurisation des approvisionnements).
- Dans le secteur porcin, la Chine exporte de la viande transformée (Kirghizstan, Russie, Corée du Nord, Mongolie). Mais **la Chine est majoritairement importatrice de viande de porc avec un marché très volatil aux procédures sanitaires complexes**. En Europe, l'Allemagne, le Danemark ou l'Espagne sont mieux considérés que la France dont les capacités techniques sont sous-estimées.



- Dans le secteur de la volaille, la Chine exporte surtout des volailles transformées, notamment dans les pays développés (Royaume-Uni, Pays-Bas, Corée du Sud, Allemagne, Belgique, Irlande, Singapour).
- **Dans le secteur de la viande bovine, les importations en forte hausse proviennent de pays susceptibles de proposer des prix compatibles avec une demande orientée vers des carcasses congelées.**

S'agissant d' « influence », l'absence d'organisations de producteurs indépendantes de l'Etat et la faible participation à des alliances internationales ne placent pas la Chine en tant qu'acteur important de ces stratégies d'influence.

Pour autant, il existe en Chine des débats nationaux sur l'élevage à des degrés divers : dépendance de la Chine vis-à-vis de l'extérieur, sécurité sanitaire, protection de l'environnement, bien-être animal...

- La **Russie** : Si le niveau de production agricole d'avant 1992 n'a pas été rattrapé, ces 7 dernières années, la Russie a plus que doublé sa production de viande : + 100 % en volailles (4ème producteur mondial), + 50 % en porc et stagnation en viande bovine. S'agissant du lait, seulement 50 % de la production est transformée dans la filière industrielle. Dans le secteur de la viande, il n'existe pas d'abattoir prestataire de service, tous les abattoirs étant intégrés aux fermes. Le manque d'infrastructures adaptées (frigos, moyens de transport et de déchargement...) ajouté à l'étendue du territoire russe représente une difficulté logistique pour les produits frais (viande et lait) et poussent vers

des approvisionnements locaux.

Si la Russie a encore importé, en 2013, 34 % de ce qu'elle consomme, elle a réduit depuis 2005 sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour la viande (moitié moins au cours des dix dernières années). Mais elle importe toujours 12 % de la viande de volaille consommée, 16,5 % de la viande de porc et 33,6 % de la viande bovine. Concernant le lait, la part importée se maintient à plus d'1/4 de la consommation.

Déclarée priorité nationale en 2005, l'agriculture a fait l'objet d'un premier plan quinquennal d'Etat 2008-2012 visant à renforcer la compétitivité et la qualité des productions (c'était le premier plan quinquennal dans le secteur agricole avec allocation de ressources budgétaires depuis la chute de l'URSS). **Le nouveau programme d'Etat 2013-2020 a pour objectif d'atteindre les niveaux d'autosuffisance annoncés par le Président Poutine: autosuffisance en 2020 à hauteur de 85 % pour la viande et les produits carnés et plus de 90 % pour le lait.** La Russie ambitionne aussi d'exporter 400 000 t de viande de volaille et 20 000 t de viande de porc d'ici 2020. Les moyens budgétaires sont doublés et de nouveaux outils de soutien aux agriculteurs sont mis en place : prime à l'hectare, prime à la qualité du lait, prêts bonifiés pour les IAA, subventions spécifiques à la filière bovins-viande...Mais le niveau de soutien à l'hectare demeure très inférieur à celui de l'UE par exemple (30 fois moins).

Si la dynamique de croissance des grands « agroholdings » intégrées verticalement permet une augmentation significative de la production agricole, une attention particulière, nouvelle, est portée aux petites fermes privées et à l'installation des agriculteurs.

La Russie est engagée au sein d'alliances internationales (BRICS, Union économique eurasiatique, CEI). Elle a adhéré à l'OMC en 2012. Elle est membre de l'OIE et souhaite adhérer à l'OCDE. Aucune ONG majeure n'est présente en Russie dans les débats sur l'élevage à l'exception de WWF et un climat de grande défiance vis-à-vis des ONG « agents de l'étranger » s'est instauré. Les débats sur l'élevage sont réduits voire inexistantes. L'objectif des pouvoirs publics est d'augmenter la production, les aspects environnementaux ne sont jamais évoqués.

- **L'Argentine** : La filière bovine y est historiquement un des moteurs du développement économique, social et politique. Le cheptel argentin est à 97 % un cheptel à viande. 78 % des exploitations comptent moins de 250 têtes mais 1 % des grands producteurs concentrent 16 % du bétail. La filière est fortement intégrée : les élevages de moyenne et grande taille disposent souvent de leur propre abattoir, voir de leur réseau de commercialisation. La production est absorbée à 98 % par la demande intérieure (sur le marché mondial de la viande bovine, l'Argentine ne dispose plus que d'une part de marché de 2%, presque 5 fois moins qu'en 2005) . Entre 2007 et 2014, la production a baissé de 15 % et les exportations de 62 % du fait de l'intervention gouvernementale destinée à contenir les prix intérieurs et de périodes de sécheresse aux impacts économiques et sanitaires significatifs. Dans ce contexte, l'industrie de l'abattage souffre (10 000 emplois supprimés depuis 2009). Des groupes industriels puissants étrangers, brésiliens et d'Amérique du Nord, se sont installés, capables de résister aux aléas économiques grâce à une organisation fortement intégrée verticalement qui valorise mieux les sous-produits.

Les productions de porcs (trois entreprises détiennent près de 10 % des mères) et de volailles ont profité de la situation difficile de la filière bovine depuis 10 ans (augmentation de 166 % de la production porcine et de 170 % de la production de volailles)

et de conditions d'alimentation très compétitives (soja+maïs). En 2012, l'Argentine a exporté plus de viande de volailles que de viande bovine. Ces exportations sont allées principalement au Venezuela, au Chili, en Chine et en Russie. La production d'oeufs a elle aussi fortement augmenté au cours des dix dernières années (+ 60 %), le marché intérieur captant 97 % de la production.

Dans le secteur laitier, le pays est le troisième producteur du continent et exporte 1/5 de sa production, principalement vers le Brésil et le Venezuela. L'industrie laitière argentine cherche actuellement à se placer en Russie en profitant des difficultés rencontrées par les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Australie et le Canada depuis la crise Ukrainienne. L'Etat intervient très peu dans ce domaine.

Le gouvernement argentin a formalisé sa politique de l'élevage dans le « Plan stratégique agroalimentaire et agroindustriel 2020 » mais jugé trop irréaliste et déconnecté des contraintes, il est très décrié. **La réduction de la zone d'élevage (- 15 millions d'hectares pris par les cultures) a généré une intensification des systèmes de production en maintenant le stock de bétail sur une surface réduite** : 50 % de la production bovine est finie en parc d'engraissement.

Les grandes entreprises brésiliennes présentes en Argentine (Marfrig et JBS) font partie de la GRSB et le Groupe de travail sur l'élevage durable brésilien souhaite intégrer l'Argentine.

L'aspect environnemental de l'élevage ou le bien être animal ne font pas du tout débat en Argentine dans une société globalement peu sensible à l'écologie.

- ***L'Inde, sans politique particulière en faveur de la production de viande bovine, est devenue le premier exportateur mondial de viande bovine, sous produit du lait.***

L'Inde est un grand pays d'élevage, premier producteur et consommateur mondial de lait (17 % de la production mondiale) dans une logique vivrière (mais avec de réelles intentions exportatrices et une volonté de se positionner sur le marché mondial, notamment en Russie actuellement), premier exportateur mondial de viande bovine (en fait du buffle), exportatrice de poudre d'oeufs (vers le Moyen-Orient) et grande productrice de volailles, première viande consommée.

Si la production laitière relève d'un modèle vivrier, la croissance de la demande (+ 7% par an) l'oblige à rechercher des gains importants de productivité. Cette nécessaire augmentation de la production peut passer par le développement d'un modèle intensif d'étables avec plusieurs centaines voire plusieurs milliers de têtes. **Dans les secteurs de la volaille et des oeufs se développent des structures de production importantes où les opérateurs intégrateurs jouent un rôle croissant** (la moitié de la production aujourd'hui) qui incitent au développement des exportations.

S'agissant de la viande bovine, la situation est assez paradoxale puisque le 1er rang de l'Inde sur l'exportation de viande bovine (la moitié de la production est exportée) est acquis alors que l'abattage des bovins y est proscrit par l'hindouisme, religion majoritaire, que la demande intérieure est faible et que cette production est peu soutenue. **La viande de buffle demeure un sous-produit de la production laitière et l'abattage « halal » (la filière est concentrée dans la communauté musulmane) le rend attractif sur certaines destinations, notamment au Moyen-Orient.** Quant à l'élevage porcin introduit par les Britanniques au cours de la période coloniale, il demeure réduit en l'absence de tradition d'élevage et de consommation de cette viande.



Depuis l'indépendance, la politique agricole indienne est à la recherche de l'autosuffisance alimentaire (« révolution verte », « révolution blanche ») dans un contexte de forte pression démographique. Le gouvernement joue un rôle important d'orientation et de soutien (13 % du budget national consacré à l'agriculture et à l'agroalimentaire). **L'élevage, à l'exception de la production laitière, a longtemps été perçu comme une activité vivrière locale n'entrant pas dans les priorités du gouvernement.** En 2011, un nouveau plan de développement de la filière laitière a été mis en place avec l'objectif de doubler la production d'ici 2017 et, depuis le milieu des années 2000, une politique de promotion des exportations de viande a conduit l'Inde à accorder pour la première fois des subventions aux produits animaux autres que le lait (subventions à la modernisation des abattoirs, aides à la logistique) mais les filières volailles et oeufs ne bénéficient pas de dispositifs nationaux de soutien ; ce sont les Etats qui déterminent les aides dans ces secteurs.

L'accès au marché indien est très difficile. Aux droits élevés, s'ajoutent des barrières non tarifaires nombreuses pour les produits animaux. Il est impossible d'importer en Inde de la viande bovine (motif religieux), des produits de l'aviculture (absence de reconnaissance du principe de régionalisation en cas de grippe aviaire, exigences SPS allant au delà de celles de l'OIE), de la viande de porc et de produits à base de viande de porc (exigences qui vont au delà de celles de l'OIE...) ou encore la grande majorité des produits laitiers (traitement thermique obligatoire, interdiction de la présure animale dans les fromages...).

En Inde le débat sur l'élevage est sociétal ; les dimensions économiques et environnementales sont relativement absentes. Trois questions sont au coeur de ce débat : le caractère sacré de la vache reconnu constitutionnellement, la qualité du lait et le bien-être animal.

Dans les enceintes internationales, notamment celles de l'élevage, l'Inde se signale par son absence assez paradoxale au regard de son rang de première exportateur mondial de viande bovine. C'est à l'OMC que les positions indienne sont été les plus remarquées ces dernières années, en lien avec les débats sur la sécurité alimentaire (constitution de stocks publics). Cette « discrétion » se retrouve dans le domaine de la recherche où, bien que disposant d'un dispositif de recherche sur l'élevage qui est conséquent, le pays tend à évoluer en cercle fermé, coupé des enceintes économiques, des débats nationaux comme internationaux.

3/ En réponse à la demande, la « révolution de l'élevage » est très rapide et prend de vitesse les tentatives de mise en place d'un consensus politique au niveau international. Elle renverse les équilibres entre les acteurs traditionnels sur les marchés internationaux avec un rôle croissant des grands pays émergents et des grandes entreprises du secteur (les « Global players »).

- ***Les organisations traditionnelles d'influence (Fédérations, confédérations, conseil internationaux par produit...) sont faibles, souvent dépassées et de moins en moins pertinentes et efficaces.***

Leur structuration, antérieure souvent à la création de l'OMC, constituait un lieu d'échange et parfois d'influence autour de l'examen et de la confrontation de politiques agricoles de soutien, d'outils de gestion de marché et de protection aux frontières. L'intégration depuis vingt ans du secteur agricole dans l'OMC, le démantèlement progressif des obstacles quantitatifs et tarifaires aux échanges, la démobilité des instruments d'intervention ou de soutien direct ont peu à peu vidé les conseils internationaux par produit, et l'influence des confédérations à leur égard, de leurs anciens pouvoirs.

- ***Les initiatives de gouvernance internationale de l'élevage plus récentes apparaissent trop tardives au regard de l'évolution très rapide du secteur au niveau international (globalisation, industrialisation, intégration...).***

Souvent orchestrées dans le cadre des organisations internationales comme la FAO (GASL, GACSA,), elles apparaissent poussives, décalées, parfois peu comprises et contestées. Elles ne parviennent pas à saisir une réalité économique qui leur échappe: le temps du consensus politique international n'est pas le temps de l'économie non régulée.

L'initiative LGA (voir annexe 2) qui bénéficie d'un fort soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates semble échapper à ces critiques , peut-être en raison d'objectifs plus clairs et plus volontaristes: « nous serons capables de mieux expliquer à la communauté internationale en quoi l'élevage est essentiel à la société ainsi qu'à la santé et au bien-être des populations pauvres et nous pourrions montrer comment relever les défis et utiliser les opportunités qui se présentent ».

- ***Les initiatives d'influence plus récentes dans le secteur de la viande bovine et du lait (GRSB, GDP) affichent de réelles ambitions mais leur efficacité reste à confirmer.***

La diversité de leur composition, regroupant tous les maillons de la filière et de la chaîne de valeur, constitue une force apparente au stade où elles se positionnent sur un terrain général de promotion d'un modèle moderne et industrialisé d'élevage. Mais elle pourrait également constituer un élément de faiblesse, au regard de la divergence des intérêts sous-jacents. Pour autant, elles constituent une force d'appoint et un instrument plus discret d'influence, au bénéfice des grands opérateurs industriels et commerciaux. Les ambitions affichées de développer des lignes directrices, des cahiers des charges, des outils à la frontière de la certification, du cahier des charges et de la norme molle, sont autant d'outils à la disposition des stratégies fortes industrielles et commerciales, et d'affirmation d'avantages comparatifs.

- ***Ces initiatives globalement faibles confèrent, de fait, un rôle croissant aux groupes industriels (« Global players ») qui ont des stratégies d'investissement, de production et de conquête de la demande sur l'intégralité de l'espace économique mondial. Les pays émergents, le Brésil en particulier, peuvent y faire valoir contre***

leur concurrents ouest-européens et nord-américains certains avantages comparatifs.

Ils pourraient en ce sens trouver appui sur des organisations pour l'instant restées en retrait. A titre d'exemple, l'OCDE, qui a développé depuis 1958 un système multilatéral de certification des semences végétales « de qualité garantie », afin de faciliter les échanges internationaux et contribuer à lever les barrières techniques aux échanges, ne serait pas hostile, si la demande se présentait, à travailler sur la mise en place d'un système de certification des méthodes d'élevage et de qualité des produits animaux.

4/ Le discours « anti-viande » ou « anti-élevage industriel » des organisations qui mènent ces combats a un impact global assez mitigé. Pour ceux qui ne s'intéressent qu'aux aspects commerciaux, cet impact est jugé nul sur le marché de la viande, du lait et des œufs en raison de la forte croissance de la demande de viande dans le monde. Pour des observateurs plus attentifs aux évolutions dans les domaines sanitaires ou du bien-être animal, cet impact n'est pas négligeable, dans les pays développés mais pas seulement...

- ***La croissance de la demande mondiale de produits issus de l'élevage dans les pays émergents et en développement masque d'éventuels effets des plaidoyers « anti-viande » ou « anti élevage industriel ».***

La croissance de la demande en produits issus de l'élevage est telle au niveau mondial que de nombreux observateurs en concluent à l'absence d'effets des plaidoyers « anti-viande » ou « anti-élevage industriel ». La réalité est probablement différente même si elle n'est pas perceptible dans les données statistiques. Les discours sur le bien-être animal et le « droit de l'animal » percolent dans de nombreuses régions du monde quand ils ne sont pas déjà inscrits dans certaines cultures, comme en Inde par exemple. On peut aussi noter le cas des exportations de bovins vivants de l'Australie vers l'Egypte qui ont été suspendues en raison de campagnes menées en Australie contre les actes de maltraitance dont seraient victimes ces animaux en Egypte.

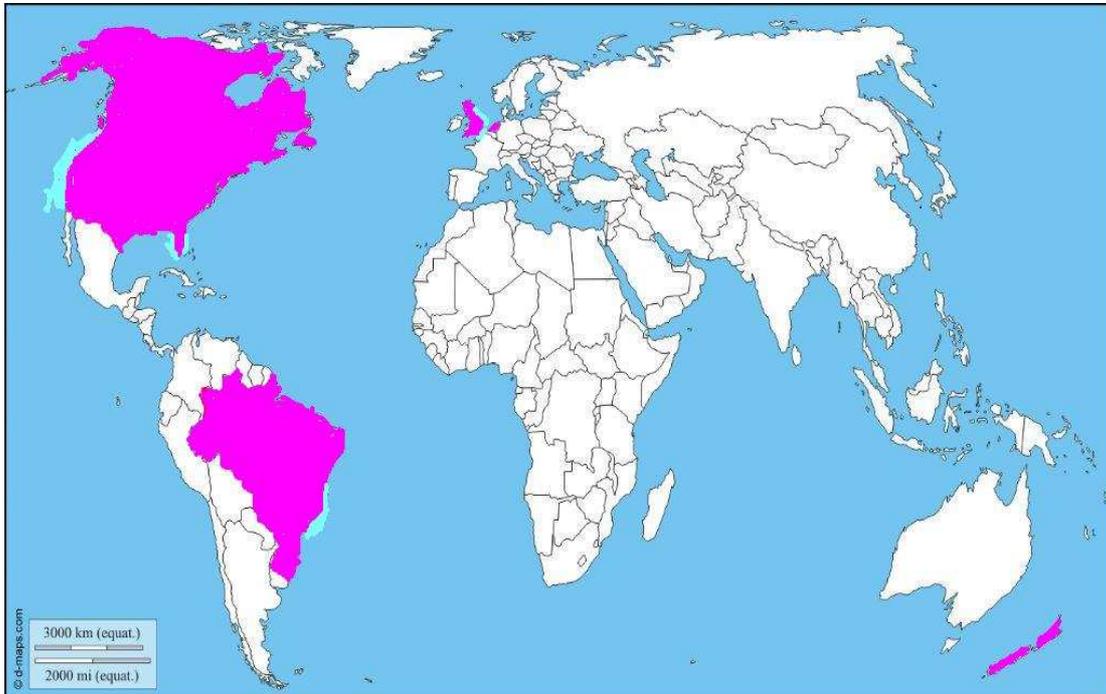
- ***Les plaidoyers « anti-viande » ou « anti élevage industriel » peuvent accélérer la baisse de la consommation de viande dans les pays développés où le vieillissement et le déclin démographique poussent déjà naturellement dans ce sens.***

Pour la filière bovine en particulier, comme cela été signalé précédemment, notre pays souffre d'absence de visées stratégiques communes aux différents maillons de la filière. La croissance mondiale de la demande et des débouchés nouveaux que cela induit, qui pourraient constituer pour la production française et européenne une réponse à l'inéluctable baisse de la consommation européenne, n'est pas véritablement saisie. Peu voire pas d'efforts sont entrepris pour adapter notre offre aux demandes de potentiels clients hors de nos marchés traditionnels

5/ Dans le secteur des viandes, les centres de pouvoir et d'influence se déplacent vers les Amériques (Canada, Etats-Unis et Brésil) avec un déclassement de la France et de l'Europe où seuls les Pays-Bas et le Danemark semblent encore vouloir conserver un rôle moteur. En Océanie, la Nouvelle-Zélande demeure un acteur important dans les secteurs des viandes rouge. L'Asie, avec la Chine et l'Inde n'a pas encore le rôle d'influence que pourrait leur conférer le développement de certaines de leurs entreprises et le fait, pour l'Inde par exemple, d'être devenu le premier exportateur mondial de viande bovine.

- **Les Amériques assurent aujourd'hui le leadership de l'espace productif et industriel mondial dans le secteur des viandes.**

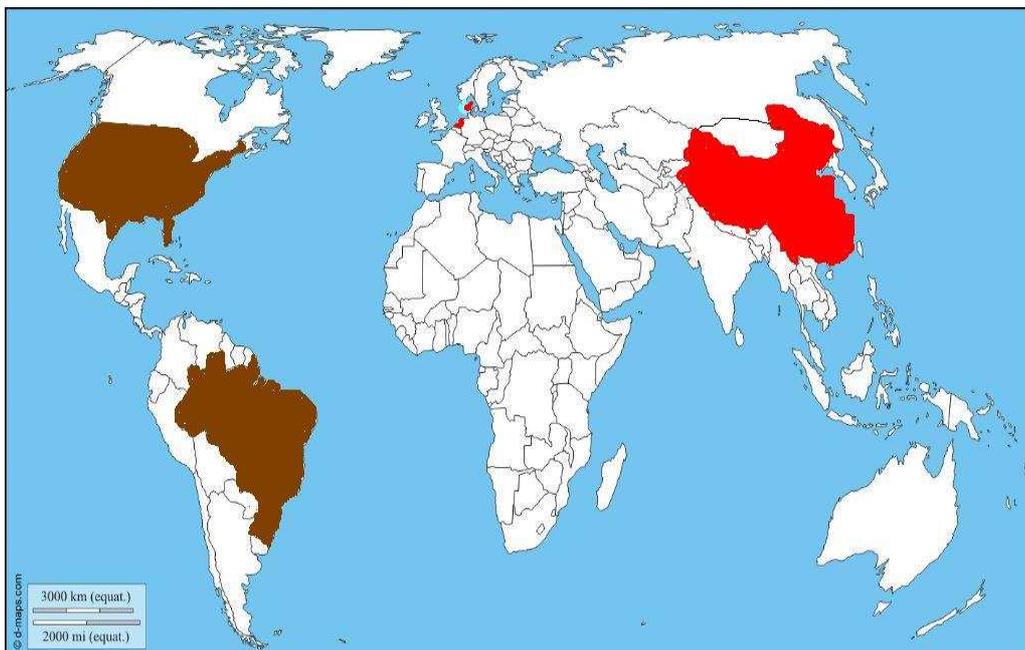
Pays engagés dans le GRSB, le GASCL et l'OIV en tant que gouvernement, institutions de recherche, groupement de producteurs ou d'entreprises:



- **La domination des « Global players » du secteur de la viande au niveau international.**

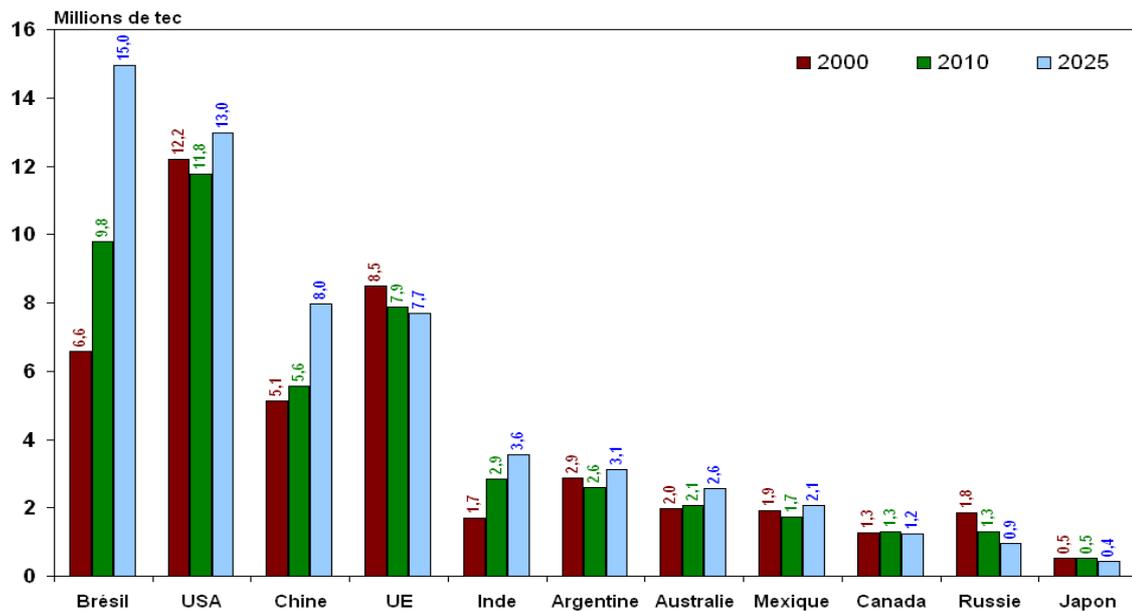
Pays où se trouvent les entreprises « Global player » du « top ten » (15 % du commerce des viandes au niveau mondial) et « top 5 » du marché des viandes .

	Top 5
	Top 10



– ***L'Union européenne décroche dans le secteur des viandes...***

Principaux pays producteurs de viande (prévisions à 2025):



Source : FAPRI

– ***Le cas très particulier de l'Inde, premier exportateur mondial de viande bovine.***

Le premier exportateur mondial de viande bovine présente une situation atypique. Les exportations de viande de buffle (estimées à 2,66 Mds USD) ont dépassé désormais en valeur les exportations de riz basmati qui étaient jusqu'à présent le premier poste des exportations agricoles indiennes. La croissance de ces exportations de viande bovine sur les périodes plus récente est due à la croissance de la demande sur le marché mondial et, en particulier, à la consommation chinoise. La Chine est le premier débouché commercial en dépit d'un accord sanitaire qui n'est toujours pas en application et qui oblige ces exportations à transiter par le Vietnam. Outre la Chine, l'Inde a finalisé avec la Russie la négociation d'un accord sanitaire et cette destination peut devenir un flux d'exportation significatif à l'avenir.

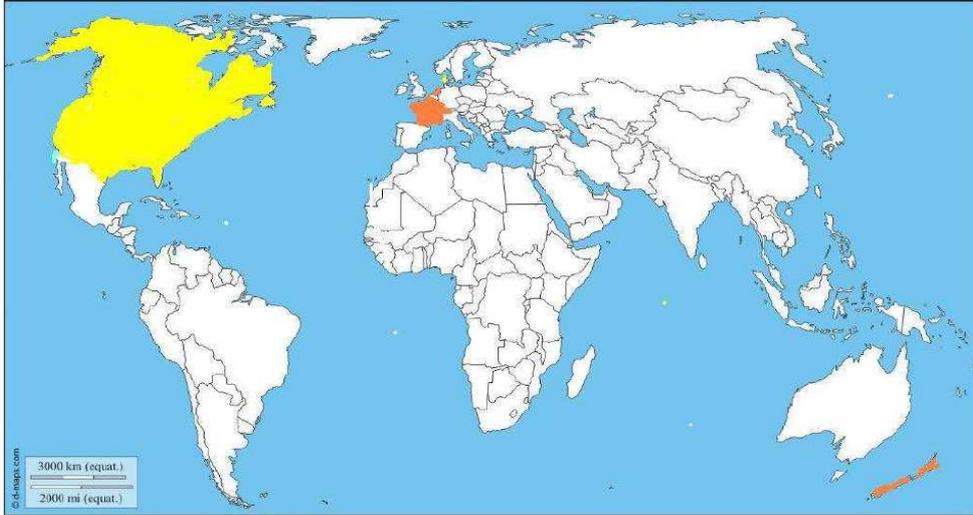
Le rang de premier exportateur mondial de viande bovine a été acquis par l'Inde avec des viandes « halal » et un statut sanitaire incertain. Une faible attention est portée aux risques de santé publique, d'où une absence de traçabilité des produits animaux et l'impossibilité de vérifier leur qualité sanitaire de la fourche à la fourchette. Sous produit du lait et peu contrôlée, la viande de buffle indienne se vendait en 2014 entre 2,80 et 3 US\$ le kilo sur le marché international...



- **L'industrie laitière française et européenne joue encore un rôle important au niveau mondial et en France se trouvent le premier (Lactalis) et le troisième (Danone) transformateurs laitiers mondiaux.**

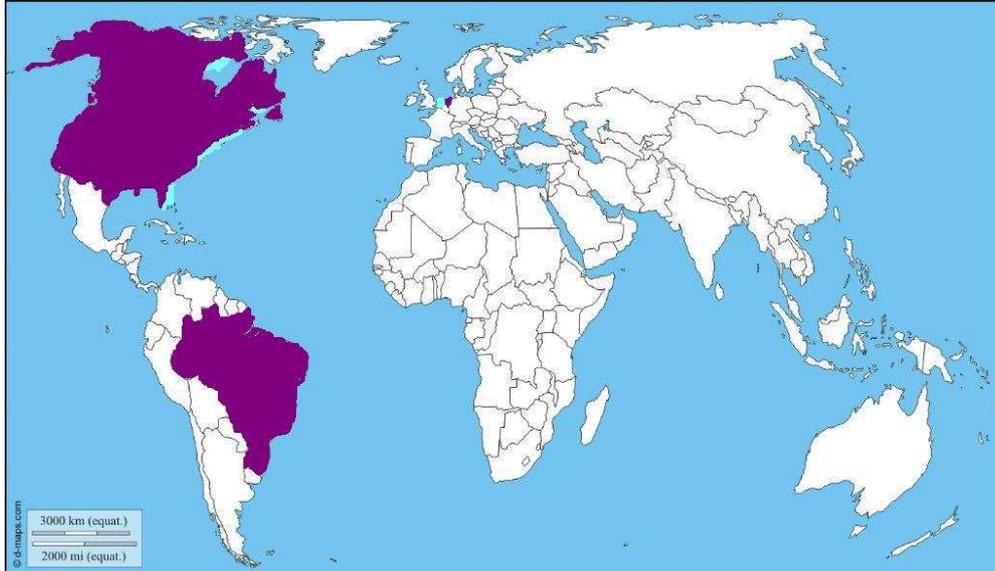
Pays où se trouvent les entreprises « Global player » du « top ten » et « top 5 » du marché du lait.

	Top 10
	Top 5



Source CNIEL

- **- Globalement, Canada, Etats-Unis et Brésil assurent un leadership et une volonté d'influence sans partage** (pays présents dans toutes les initiatives d'influence dans tous les secteurs de production):



- **L'économie de l'oeuf est plus localisée mais n'échappe pas à une intégration poussée.**

Le marché international des oeufs et des ovoproduits est assez faible, de l'ordre de 4 %, parce que l'autosuffisance des pays est plus forte pour ce produit. Ce marché international progresse cependant et cette évolution se réalise au niveau de la production, dans les principaux pays producteurs, selon un processus d'industrialisation et d'intégration de plus en plus fort. L'internationalisation est plus forte en amont de la production en ce qui concerne la génétique et l'acouage.

6/ Le rôle des grands acteurs mondiaux sur les marchés de l'élevage en pleine expansion n'est pas définitivement figé. Au delà des influences climatiques ou sanitaires qui peuvent interférer fortement et durablement sur les marchés, les principaux pays et entreprises acteurs sur ces marchés peuvent aussi être déstabilisés par des facteurs divers de nature politique, religieuse ou monétaire par exemple. L'Inde, l'Argentine et le Brésil en donnent des exemples intéressants.

– ***Les exportations de viande et la production d'oeufs en cage sont contestées en Inde***

L'Inde, premier exportateur mondial de viande bovine et pays autosuffisant en production d'oeufs peut voir ses positions remises en cause pour des raisons religieuses ou de bien être animal.

La situation la plus significative concerne l'abattage des bovins dans un pays où le végétarisme est adopté par la moitié de la population et où la religion hindoue accorde un caractère sacré à la vache qui reçoit une traduction juridique dans l'article 48 de la constitution indienne. Selon cette disposition constitutionnelle, les Etats disposent de la compétence de réglementer le secteur agricole et donc l'élevage et les enjoint à prohiber l'abattage des vaches et des veaux. Certains Etats, notamment ceux à prévalence chrétienne ou musulmane, qui ont une tradition ancienne de consommation de viande bovine, n'appliquent pas cette interdiction et autorisent de facto l'abattage de tous les bovins. Ailleurs, l'abattage des vaches est sanctionné au plan pénal par des amendes substantielles, voir des peines de prison (5 ans à Delhi, 10 ans au Jammu et au Cachemire). Ces différences de situations alimentent les tensions communautaires sur fond de transferts d'animaux là où l'abattage est admis en Inde ou au Bangladesh. Avec l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste hindou en 2014, l'interdiction stricte de l'abattage sur tout le territoire indien est de nouveau à l'ordre du jour ainsi que la suppression de tout soutien à l'exportation de viande de buffle. Ainsi, après l'Etat du Maharastra qui a récemment voté une loi interdisant l'abattage des boeufs, celui de l'Harayana vient de renforcer son arsenal pénal en portant à 10 ans d'emprisonnement la peine encourue pour l'abattage de bovins.

Au delà de la filière bovine, l'élevage de poules pondeuses en cage vient d'être jugé contraire à la loi indienne de protection des animaux (Prevention to cruelty to animals act de 1960) par la Haute Cour de l'Etat de l'Uttar Pradesh saisie par des organisations de défense des animaux. Un projet d'exploitation de 150 000 poules pondeuses a ainsi été arrêté. L'Animal Welfare Board of India (autorité indépendante) a aussi émis une recommandation d'interdiction des cages à compter de janvier 2015. Elle concerne 200 millions de poules qui permettent à l'Inde de figurer aujourd'hui au 3ème rang mondial pour la production d'oeufs.

– ***L'Argentine privilégie la production porcine en période de crise.***

Grand producteur et exportateur de viande bovine il y a une quinzaine d'années, l'Argentine connaît depuis quelques années une forte réduction de ses exportations. Cette réduction est organisée par le gouvernement argentin (forte taxation des exportations) soucieux de maintenir un prix abordable à l'intérieur du pays pour la viande bovine (de l'ordre de 3 US\$ le kilo), tout en développant la production de viande de porc encore moins chère et davantage demandée en période de crise économique. La consommation interne de viande de porc s'est donc développée au détriment de la viande bovine qui, dans le même temps, a vu une partie des surfaces consacrées à l'élevage traditionnel transformées en cultures d'exportation (soja, maïs...)

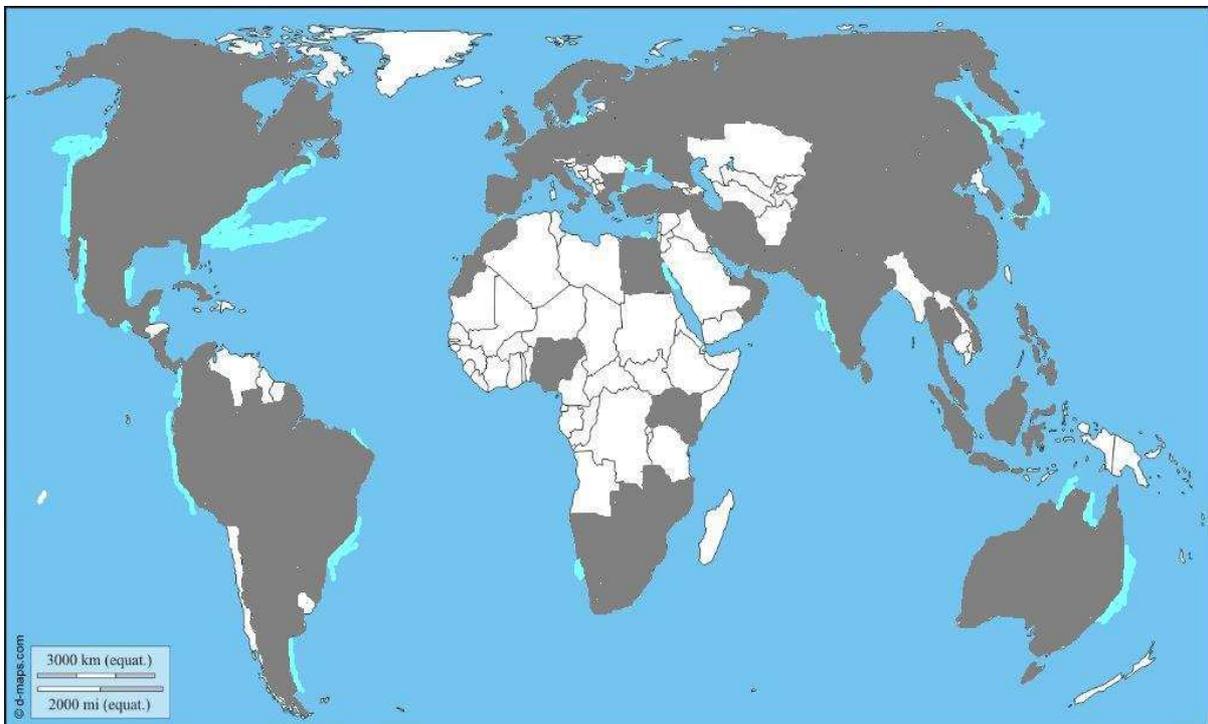
- **Les exportations brésiliennes sont assez dépendantes de la faiblesse du real.**

La faible valeur du real au cours des années 2000 a facilité le développement des exportations agricoles brésiliennes. Or, si les actions engagées par le Brésil pour améliorer ses fondamentaux macro-économiques aboutissent, le real devrait en sortir renforcé et pourrait freiner le mouvement en faveur des exportations tel qu'on l'a connu. Ajouté au développement de la consommation intérieure qui réduira les disponibilités pour l'exportation, une telle évolution pourrait freiner la dynamique exportatrice agricole du Brésil.

7/ L'Afrique, où vivra 20% de la population mondiale en 2050, est en manque de politiques agricoles opérationnelles et, a fortiori, de politiques en faveur de l'élevage. Elle est la grande absente des stratégies d'influence qui se construisent au niveau international dans le secteur de l'élevage. Elle est peu présente dans les instances d'influence dans les secteurs de la volaille, du lait et des œufs qui constituent pourtant une source importante de protéines aux Africains. L'élevage pastoral producteur de lait et de viande rouge, qui pourtant assure souvent plus du tiers du produit agricole brut des pays du Sahel, demeure négligé, sauf de rares exceptions (Niger). L'initiative internationale « WISP » (World initiative for sustainable pastoralism) est quasi confidentielle. Mais la Banque mondiale, en décidant de consacrer 248 millions US\$ au pastoralisme au Sahel, vient de mettre en lumière l'intérêt de cette question.

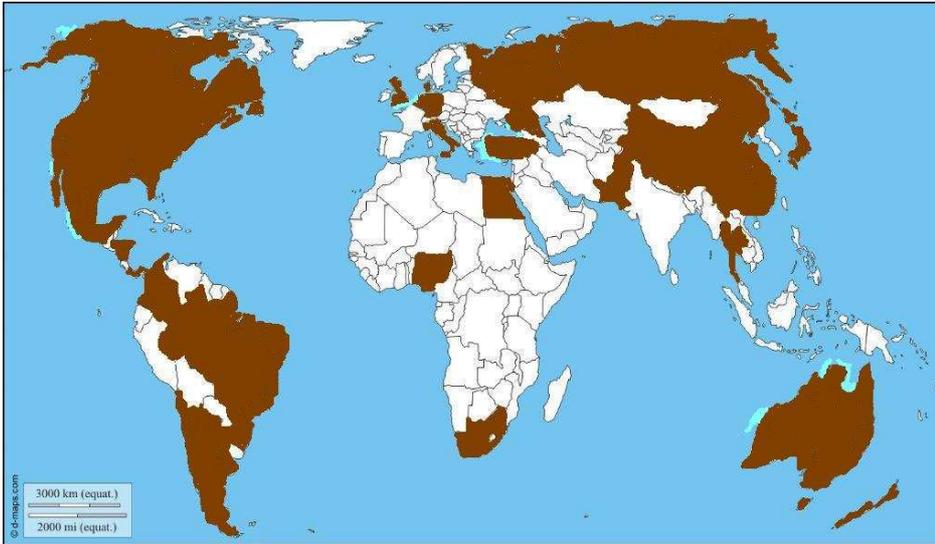
- **L'Afrique est peu présente dans les débats sur l'élevage au niveau international. L'Afrique du Sud et l'Egypte paraissent les plus mobilisées.**

Présence de l'Afrique au sein de la **Commission internationale de l'oeuf**:

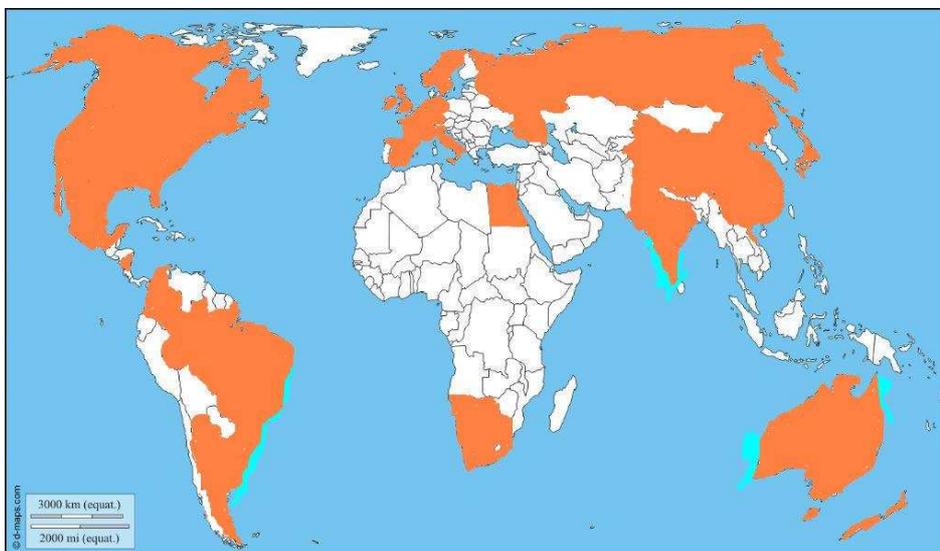


(Sont indiqués en couleur dans le tableau précédent et dans les tableaux suivants les pays membres de l'initiative en question)

Présence de l'Afrique au sein du **Conseil international de la volaille**:

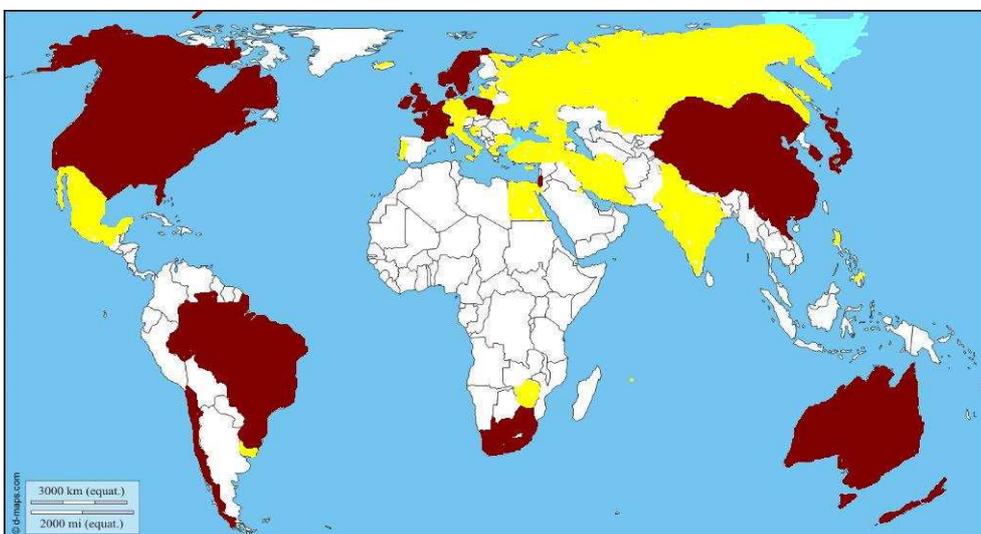


Présence de l'Afrique au sein de l'**Office international de la viande**:

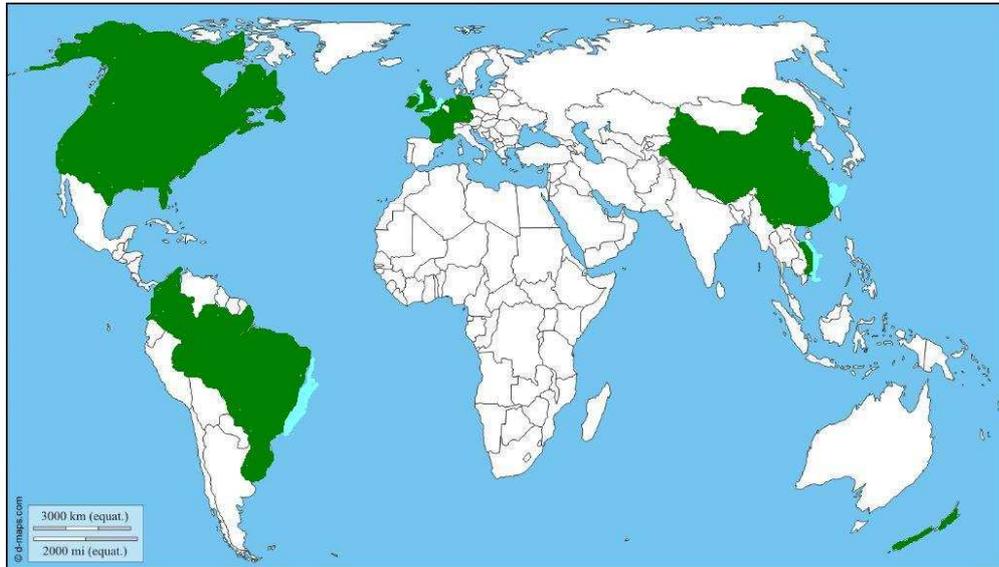


Présence de l'Afrique au sein de la **Fédération internationale laitière** et de la **Global dairy platform**:

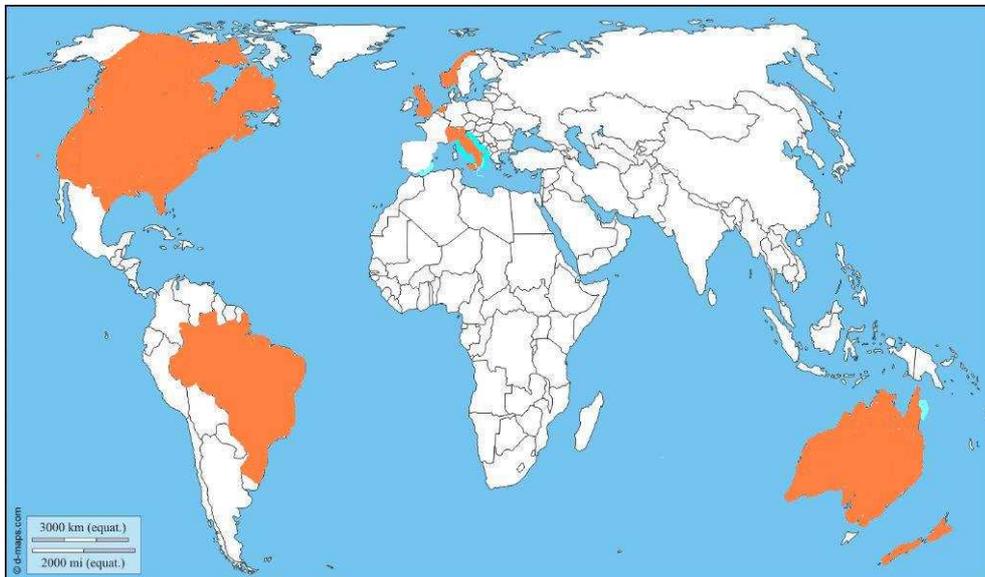
	Pays (entreprises et/ou comités nationaux) adhérents de la GDP et de la FIL
	Pays (entreprises et/ou comités nationaux) seulement adhérents de la FIL



L'Afrique est totalement absente du **Programme mondial pour un élevage durable (PMED/GASCL)**...



- ...et, comme l'Asie, du « **Global Roundtable for sustainable beef** » (GRSB):



- ***L'élevage, aux enjeux économiques, sociaux et de sécurité forts en Afrique, notamment au Sahel, y est cependant peu soutenu.***

Les grands pays d'élevage du Sahel soutiennent très peu ce secteur en proportion des soutiens accordés aux productions végétales (l'effort public en direction de l'élevage s'est évalué à 1 % du budget national dans les pays sahéliens et l'aide internationale qui représente entre les 2/3 et les 3/4 des budgets agricoles délaisse l'élevage). Pourtant, ce sont des pays à vocation agro-pastorale pour lesquels les filières animales sont considérées par tous comme stratégiques, porteuses et prioritaires. Les pasteurs qui représentent 30 % des éleveurs sahéliens détiennent 70 % du cheptel bovin, ovin ou caprin qui, lui-même représente 80 % de l'ensemble du cheptel de la région. Dans ces pays, l'élevage représente entre 1/3 et la moitié du PIB agricole et le bétail est l'un des principaux postes d'exportation des pays du Sahel vers les pays côtiers en raison de ses faibles coûts de production et de sa compétitivité. La demande des pays côtiers (+ 4 % par an) tire la production sahélienne qui ne parvient pas à croître aussi vite. De même, la consommation de produits laitiers s'y développe rapidement et les importations de poudre, dont le prix

défie toute concurrence, ne font qu'augmenter.

- **Les initiatives internationales en faveur du pastoralisme en Afrique se succèdent à la FAO sans grands résultats.**

Le pastoralisme n'est pas absent de l'écran radar de la FAO ou d'autres organisations internationales mais force est de reconnaître que dans ces instances il mobilise peu. Les initiatives se succèdent, environ tous les 5 ans, pour redémarrer un nouveau programme. La dernière « Initiative mondiale pour un pastoralisme durable » (IMPD/WISP) réunit en définitive peu de partenaires et apparaît peu active (voir annexe 3).

- **La mobilisation de 248 millions US\$ par la Banque mondiale en faveur du pastoralisme au Sahel en souligne l'importance politique dans une région aux enjeux sécuritaires forts.**

L'IDA, fonds du Groupe Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, a annoncé le 27 mai 2015 la mobilisation de 248 millions de dollars pour favoriser le développement du sahel et renforcer les échanges et la productivité de 2 millions de pasteurs de la région afin d'accroître leurs revenus et leurs débouchés. Ce « Projet d'appui au pastoralisme au Sahel » (PRAPS) durera 6 ans et concernera le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Certains le nomment déjà « Nomade ou Jihad ». Il est motivé par le rôle vital du pastoralisme qui constitue la principale source de revenu de 50 millions d'Africains selon la Banque mondiale (soit presque 5 % de la population), avec des enjeux importants: essor de la population, conflits, épizooties, disparition des pâturages et amenuisement des ressources en eau. Il vise à développer l'accès aux soins vétérinaires, à l'eau, aux prévisions météorologiques, aux bonnes pratiques de gestion du bétail, des pâturages et de la nutrition animale.

8/ La recherche, où plutôt les recherches qui sont conduites en matière d'élevage dans le monde répondent à des attentes très diverses selon les pays. Orientées principalement vers la santé et le bien-être, la sécurité sanitaire et le développement durable, elles contribuent peu à orienter la « révolution de l'élevage » au niveau international.

- **La distinction recherche nationale/recherche pour le développement demeure**, en dépit des tentatives de constituer des groupements ou des consortia capables de mener une approche globale et holistique. Le programme mondial pour un élevage durable (voir annexe 2) est celui qui regroupe le plus d'organismes de recherche mais aussi de nombreux autres partenaires et , en définitive, il apparaît peu opérationnel.
- **Ces tentatives se heurtent par ailleurs à la lourdeur institutionnelle.** Ainsi, l'initiative LIFLOD, dont l'objet, dans le cadre de l'appel ANR Mouve, est de structurer « des analyses comparatives/transversales, autour de l'interaction Elevage -Territoire, notamment sur les politiques d'élevage, innovation et conseil, systèmes de représentation, à partir de terrains d'élevage situés dans des biomes et sociétés d'élevage contrastés, avec l'objectif de construire une vision sur ces questions, à la fois globale tout en reposant sur des cas d'études locaux, concrets et bien renseignés », peine à avancer du fait même des liens et de l'intégration de certains de ses éléments au sein du GASL/FAO. Premier élément de synthèse d'analyses des politiques d'élevage au sein de multiples systèmes régionaux, ses résultats préliminaires notent l'émergence de la multiplicité des acteurs dans la définition des stratégies et politiques d'élevage, notamment l'apparition des structures industrielles et non-gouvernementales. Ils posent parallèlement l'entrée des politiques et stratégies

d'élevage dans une quatrième période : après la mise en place de la production, le développement local, l'accès aux marchés serait venu le temps de l'environnement.

- Paradoxalement, **même si les thématiques de recherche s'accordent à reconnaître plus de diversité dans les modèles socio-économiques d'élevage, la tendance sous-jacente des principaux travaux de recherche aptes à pénétrer les alliances, et à s'articuler avec les stratégies de leurs membres, reste centrée sur l'industrialisation.** C'est particulièrement vrai pour les acteurs mondiaux où le lien économique, financier et fonctionnel entre structures de recherche et acteurs économiques est fortement développé, comme dans le monde anglo-saxon en général, ou aux Pays-Bas et au Royaume-Uni en Europe. Globalement, le discours de cette école de recherche devient plus audible, véhiculé par les opérateurs économiques ou la puissance publique qui y trouvent un point d'appui à leurs intérêts. Dès lors **se trouve majoritairement présenté comme avantageux un modèle d'industrialisation de l'élevage** qui assure à moindre risque et à moindre frais une sécurité sanitaire contrôlée, une réduction de l'impact de pollution et une standardisation respectueuse des normes en vigueur, même si cette concentration du pouvoir qui en résulte est dénoncée par certains observateurs qui y voient les impacts négatifs croissants sur les producteurs et les salariés concernés (<http://altermondes.org/filières-agroalimentaires-les-relations-dangereuses/>).
- Alors que **la recherche académique, notamment en Europe, insiste davantage sur les problématiques environnementales du développement de l'élevage au niveau international en réponse à la demande alimentaire, avec une visée de limitation de la consommation de viande et de moindre industrialisation du secteur** (« Livestock Policy : Progressive globalization Currently Focused on Environmental Issue, Food Quality and Safety in the Past and New Human Relationship in the Future » par Tourrand, Duarte, Valarié...-2015), **de nombreux travaux dans les pays principaux producteurs et leaders sur ces marchés poussent vers une recherche et des innovations qui minimisent les impacts environnementaux de l'élevage sans freiner son développement.**

Ainsi, des chercheurs réunis au sein du « Greenhouse Gas Research Consortium » en Nouvelle-Zélande, viennent de communiquer sur des travaux de recherche qui permettraient de réduire de 30 % à 90% les émissions de méthane dans l'élevage des ruminants (l'expérience a été conduite sur des ovins) par l'usage d'inhibiteurs de méthanogènes. Ces travaux nécessitent d'autres travaux complémentaires, notamment sur les effets à long terme de ces pratiques, mais les espoirs sont grands, d'autant que ces techniques pourraient permettre d'améliorer aussi la productivité des animaux. Au delà de ces recherches, d'autres sont conduites sur l'élaboration d'un vaccin pour la production d'anticorps pour les méthanogènes, une meilleure gestion de la reproduction des élevages en sélectionnant les animaux porteurs d'un gène synthétisant moins de méthane et la modification des apports alimentaires.

4/ CONCLUSION ET REFLEXIONS

Conclusion :

Les influences des organisations « anti-viande » et de la recherche apparaissent limitées aujourd'hui dans la « révolution de l'élevage » qui est en cours. C'est la croissance de la demande en produits de l'élevage (viandes, lait, œufs et cuirs) qui est déterminante en quantité et en qualité avec ses aspects sanitaires et le développement des normes de production, de transformation et de commercialisation. Ces facteurs induisent une forte intégration et industrialisation de l'élevage au niveau international. Dans cette dynamique, les Etats-Unis, le Canada et le Brésil jouent un rôle majeur avec des entreprises fortes de taille internationale dans le secteur des viandes. Ils tentent de s'assurer le leadership des changements en cours, sans opposition d'autres grands acteurs comme l'Inde et la Chine et en l'absence d'intérêt de l'Afrique et de l'Europe qui est « ailleurs »... sauf dans le secteur laitier.

Réflexions:

La mission d'établir une cartographie des initiatives d'influence en matière d'élevage au niveau international n'a pas, en tant que tel, vocation à formuler des recommandations puisqu'il s'agit essentiellement de présenter la situation présente.

Cela étant, cette cartographie suscite quelques réflexions au delà des huit « points clés » pour apprécier les jeux d'influence dans le domaine de l'élevage au niveau international qui sont présentés précédemment.

Trois réflexions sur l'état des acteurs :

- **Si les questions agricoles sont largement traitées dans les enceintes internationales, c'est essentiellement de cultures végétales dont il y est question et l'élevage ne bénéficie pas de la même attention.** C'est notamment le cas à la FAO où le Comité de l'agriculture ne traite qu'accessoirement des questions d'élevage. Un élargissement formel de son champ de compétence, avec un intitulé correspondant, serait en phase avec l'évolution de l'agriculture et la révolution de l'élevage qui est à l'oeuvre partout dans le monde.
- **Cette « révolution de l'élevage » est très rapide et globalement mal appréhendée parce que l'économie mondialisée basée sur le libre échange va plus vite que le débat politique international et la recherche de consensus qui en est la règle.** Cette « révolution » est pilotée par des grands groupes industriels internationaux américains (USA, Canada et Brésil) qui s'inscrivent dans des stratégies de mondialisation économique, mondialisation des marchés et des modes de consommation.
- **L'Europe qui conserve des positions fortes dans le secteur laitier, n'est plus un acteur majeur dans le secteur des viandes au niveau international.** Et la France s'inscrit dans ce « décrochage » européen dans une sorte de mouvement centripète qui l'éloigne de ce que sont devenues les dures réalités du marché international des viandes.

Trois réflexions sur les dynamiques d'influence :

- **Les stratégies d'influence les plus opérationnelles que révèle la cartographie établie,**

s'appuient sur un triptyque infaillible pour les pays qui les conduisent :

une ambition agricole clairement affichée par le pouvoir politique

+ une industrie conquérante

+ une diplomatie économique performante.

- **Toutes les dynamiques d'influence intègrent la négociation d'accords de libre échange qui « déconstruisent » les politiques agricoles faibles ou affaiblies des autres.** Cela suppose une diplomatie économique performante capable de faire du droit commercial international « dur » et de négocier dans toutes les enceintes concernées avec la même pugnacité (voir la négociation sur la rectopamine au Codex alimentarius en 2014). La capacité à construire du droit commercial « dur » dans certaines enceintes (OMC, accords commerciaux bilatéraux...) va de paire avec celle de peser efficacement sur la création de droit « mou » (normes privées, codes de bonne conduite...).

- **L'Europe conserve des positions fortes dans le domaine laitier mais pas sur le marché des viandes. Cette réalité interroge sur la fin des quotas laitiers au sein de l'UE, la probable augmentation de la production de « viande laitière » disponible et la réduction du cheptel allaitant.** En définitive, c'est la politique européenne en matière de production et d'exportation de viande qui est questionnée alors que le marché européen n'est pas en extension et que les viandes qui seront plus disponibles demain seront des viandes répondant davantage à la demande internationale, des viandes « sous-produit du lait » qui pourront être vendues moins chères sur le marché international.

ANNEXES

Annexe 1 : Lettre de mission et note de cadrage



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

LE DIRECTEUR DU CABINET

Paris, le 30 JUIL 2014

N/Réf : CI 0721510

Monsieur Bertrand HERVIEU
Vice-Président du Conseil Général
de l'Alimentation, de l'Agriculture
et des Espaces Ruraux
251, rue de Vaugirard
75732 PARIS CEDEX 15

A l'attention de Madame Sophie VILLERS
Présidente de la 7ème section Prospective,
société et international

Objet : Saisine du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) pour la réalisation d'une cartographie des différentes initiatives en matière d'élevage.

L'élevage a un rôle majeur dans le maintien des grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux dans un contexte mondial en profonde évolution : aménagement du territoire, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et nutritionnelle, gestion durable des ressources, etc. Il est également un élément identitaire et caractéristique fort dans de nombreux pays, qu'ils soient développés, émergents ou en voie de développement.

La croissance démographique au niveau mondial ainsi que la transformation des comportements alimentaires concomitante à l'élévation du niveau de vie dans de nombreux pays participent à la croissance de la demande de protéines animales. La satisfaction de cette dernière entraîne une augmentation de la production mondiale dont la durabilité, sanitaire et environnementale, est aujourd'hui très largement questionnée.

Par ailleurs, le développement de nouveaux marchés liés au développement de la consommation de produits animaux tend à renforcer les enjeux commerciaux au niveau international dans le secteur de l'élevage faisant peser une pression nouvelle sur les systèmes nationaux.

.../...

78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP – Tél : 01 49 55 49 55

Dans ce contexte, une multitude d'initiatives internationales sur l'élevage se développent sous diverses formes : forums de discussion, initiatives de recherche, plate-formes multi-acteurs, etc. Ces questions de durabilité font en effet l'objet d'un intérêt fort de nombreux acteurs dont les objectifs ne sont pas totalement transparents.

Par-delà le débat scientifique, ce jeu d'acteur peut également être un secteur de promotion de certaines pratiques ou modèles de productions spécifiques. Dès lors, il est permis de s'interroger sur le niveau d'influence de ces différents acteurs, la portée de leurs débats et l'éventuelle articulation entre certains d'entre eux.

Il importe que le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt puisse renforcer, de manière efficace et cohérente, sa présence au sein de ces différentes enceintes afin de mieux promouvoir la légitimité de ses choix en matière de politique agricole. Pour ce faire, il est demandé au CGAAER d'élaborer une cartographie des différentes institutions et initiatives à l'international traitant du sujet de l'élevage ainsi que de l'éventuelle articulation entre leurs acteurs.

L'étude ciblera plus particulièrement :

- les Organisations institutionnelles en particulier la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ;
- les Organisations Professionnelles et interprofessionnelles ;
- la recherche ;
- les Organisations non gouvernementales à vocation d'aide au développement, de protection de l'environnement ou à visée consumériste.

Cette cartographie pourra être complétée par l'examen des politiques publiques menées par certains Etats en soutien à l'élevage. Pour mener à bien ce travail, le CGAAER pourra s'appuyer sur le réseau des Conseillers pour les Affaires Agricoles en lien avec les services.

Pour plus d'information, vous pouvez contacter Madame Marie-Hélène LE HENAFF (marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr), Sous-Directrice à la Sous-direction des Echanges Internationaux.



Philippe MAUGUIN

**Note de cadrage pour la réalisation d'une cartographie
des différentes initiatives en matière d'élevage
(mission CGAAER n° 14098)**

1/ Saisine du CGAAER et désignation des missionnaires

Le Vice-Président du CGAAER a été saisi par courrier du Directeur de cabinet en date du 30 juillet d'une mission de « cartographie des différentes initiatives en matière d'élevage ».

Le CGAAER a désigné Jacques Teyssier d'Orfeuil (IGPEF), Yves Berger (IGPEF) et Hervé Lejeune (IGA) pour conduire cette mission. Ce dernier en sera le coordinateur.

-

2/ Motivation de la saisine

- Une multitude d'initiatives internationales concernant l'élevage (forums de discussion, initiatives de recherche, plate-formes multi-acteurs...).
- Des profondes transformations du secteur de l'élevage au niveau mondial :
 - . Le rôle de l'élevage dans l'aménagement du territoire, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles,
 - . La croissance de la demande alimentaire de viande en raison de la croissance démographique et de l'élévation du niveau de vie dans de nombreux pays,
 - . La satisfaction de la demande mondiale croissante entraîne une augmentation de la production qui interroge sur les aspects sanitaires et environnementaux de cette croissance en même temps que sur l'évolution des systèmes de production,
 - . Le développement de nouveaux marchés qui renforce les enjeux commerciaux au niveau international avec leurs aspects tarifaires et non tarifaires, en particulier sanitaires.
- La difficulté à appréhender tous ces changements et à en tirer des conséquences opérationnelles tant du côté des pouvoirs publics nationaux ou communautaires que du côté professionnel, qu'il s'agisse de la production ou de son aval.

3/ Objectifs de la mission

-« Il importe que le MAAF puisse renforcer, de manière efficace et cohérente, sa présence au sein de ces différentes enceintes afin de mieux promouvoir la légitimité de ses choix en matière de politique agricole » et participer à l'expression d'un message ambiant plus favorable à l'élevage.

-Pour ce faire, il est demandé au CGAAER « d'élaborer une cartographie des différentes institutions et initiatives traitant du sujet de l'élevage ainsi que de l'éventuelle articulation entre leurs acteurs ».

-Cette cartographie doit cibler plus particulièrement :

- . les organisations internationales (FAO, Banque mondiale, OIE...)
- . les organisations professionnelles et interprofessionnelles,

- . la recherche,
 - . les organisations non gouvernementales à vocation d'aide au développement, de consommateurs, de protection de l'environnement...
- Cette cartographie pourra être complétée par l'examen des politiques publiques menées par certains Etats en soutien à l'élevage et par la prise en compte des préoccupations liées au réchauffement climatique et aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

4/ Premiers éléments d'analyse

Le développement de l'élevage au niveau international induit des transformations profondes de la production (intensification, normalisation, éviction des petits producteurs...) et des marchés nationaux et internationaux (aspects sanitaires, nouveaux acteurs, négociations commerciales internationales...).

Une première analyse rapide de la situation au regard des objectifs de la mission permet de dégager au moins au moins six initiatives internationales multi-acteurs qui concernent l'élevage:

- Le programme mondial pour un élevage durable- PMED- (FAO),
- Le Groupe de travail pour un élevage durable- GTED- (initiative Brésilienne qui associe les pouvoirs publics et le secteur privé de différents pays),
- La « Livestock global alliance » (LGA) de la Banque mondiale,
- Le « Partnership for livestock development, poverty and alleviation and sustainable development in Africa » (ALIVE),
- Le « Five nations beef alliance » qui regroupe des organisations de producteurs de la Nouvelle Zélande, du Canada, du Mexique et de l'Australie et, plus récemment, de l'Uruguay et du Brésil,
- L'« Alliance climato-intelligente » dont le secrétariat est assuré par la FAO et à laquelle participe la France.

L'articulation entre les acteurs de ces initiatives mérite d'être approfondie.

En première analyse, l'Europe et, en son sein, la France ne semblent pas jouer un rôle important dans la plupart de ces différentes initiatives. En particulier, l'engagement des professionnels français sur les enjeux internationaux du développement des productions animales et du commerce international correspondant est quasiment nul, en dehors de quelques initiatives commerciales sporadiques qui ne s'inscrivent pas dans la durée et de la note qui sera prochainement diffusé dans notre réseau diplomatique à l'initiative de la Confédération nationale de l'élevage (CNE) : « Elevage et enjeux internationaux pour un élevage multiperformant ; compétitif et durable » .

5/ Mise en œuvre de la mission

-Définition du champ de l'étude :

- . Il s'agit d'une approche mondiale mais la mission s'attachera, au moins dans un premier temps, au delà de l'activité des organisations internationales et de certaines Fondations intervenant dans ce domaine, à étudier les initiatives des plus grands pays producteurs et exportateurs mondiaux, y compris l'Inde qui n'est pas présente dans les initiatives brésilienne ou de la FAO.

.S'agissant d'une cartographie sur le secteur de l'élevage il est proposé, en raison des interactions entre les produits sur le plan commercial, au niveau de la production et de la consommation, de couvrir l'élevage au sens large ; c'est à dire les secteurs des viandes (volailles, porcs, bovins, ovins...), du lait et des œufs. Compte tenu de l'ampleur potentiel du domaine couvert, les missionnaires pourront recentrer leurs travaux sur le seul secteur de la viande sans ignorer ces interactions

. La cartographie conduira à proposer une analyse synthétique de la situation et à proposer quelques recommandations pour l'action du MAAF.

-Méthode :

. Etude documentaire la plus exhaustive possible,

. Suivi des travaux des différentes initiatives, notamment du PMED et du GTED qui tiennent des réunions internationales à l'automne 2014,

. Enquêtes pays par voie de questionnaire via les services économiques (Brésil, USA, UE, Inde, Russie, Chine, Nlle Zélande, Australie, Argentine, Uruguay...) afin d'apprécier

>pour les principaux pays exportateurs, les politiques nationales en matière d'élevage (production et exportations) et leur participation plus ou moins actives dans les initiatives connues ou à découvrir,

>pour les principaux pays importateurs, leurs besoins en termes quantitatifs et qualitatifs pour la prochaine décennie.

. Rencontre d'acteurs publics et privés français, européens et autant que possible internationaux (administration, recherche, professionnels, ONG,...).

. Outre la DGPAAT, une étroite collaboration sera recherchée avec la DGAL et la DGM du MAEDI.

-Délai de réalisation :

La remise du rapport de mission est envisagée pour le mois de mai 2015.

Un rapport intermédiaire sera proposé en février 2015

Annexe 2 : Présentation des « projets de consensus »

Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs
Production et Santé Animales

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
pour un monde libéré de la faim



http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/global_agenda.html

Programme mondial pour un élevage durable

La demande croissante exercée sur les produits d'origine animale, issue des tendances démographiques et économiques, a fait de l'élevage l'un des secteurs agricoles les plus dynamiques. La croissance historique du secteur, particulièrement marquée dans les pays émergents s'est traduite par une transformation notable des filières. Assurer que le développement du secteur ne s'accompagne pas d'une augmentation proportionnelle de la pression sur les ressources naturelles et contribue au développement des sociétés nécessite que des ajustements soient faits quant aux politiques sectorielles, à la gouvernance du secteur et aux stratégies d'investissement.

En réponse à ces enjeux, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et de l'Agriculture (OAA-FAO), avec le soutien financier du Ministère des Affaires Économiques, de l'Agriculture et de l'Innovation des Pays-Bas a engagé le développement d'un Programme mondial pour un élevage durable . Cette initiative est fondée sur une large **consultation** et la **participation volontaire et informelle** d'un **ample groupe d'acteurs** privés, publics et représentant de la société civile.

Le Programme mondial a pour objet d'améliorer la **performance à long terme du secteur**, en mettant initialement l'accent sur **l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles**. L'enjeu est de permettre au secteur de l'élevage de contribuer à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et la protection de la santé publique tout en limitant son impact sur les ressources. L'accent sera mis sur la formulation et l'adoption de pratiques et stratégies au sein de la filière et des politiques nationales. Le Bureau Fédéral Suisse pour l'Agriculture a récemment apporté un support financier à cette initiative.

Livestock Global Alliance

<http://www.oie.int/fr/pour-les-medias/communiqués-de-presse/detail/article/a-new-global-alliance-for-a-safer-fairer-and-more-sustainable-livestock-sector/>



Face à une croissance continue du secteur de l'élevage et aux ressources qu'il nécessite, et face à sa mauvaise appréhension générale, il est clair qu'un renforcement des investissements dans cette filière est essentiel pour répondre aux nécessités de subsistance, et de protection de la santé et de l'environnement dans le monde. Afin de prendre en compte l'élevage en tant que bien public mondial, une alliance renforcée a été conclue entre les principales institutions chargées de concevoir et de piloter l'évolution mondiale de ce secteur.

Avril 2012 - Nous, représentants des institutions internationales et régionales dont le mandat a trait à l'élevage, nous sommes réunis à Nairobi, au Kenya, les 12 et 13 mars 2012. Nous avons échangé nos idées, préoccupations, expériences et expertise dans le but de développer des partenariats plus étroits, de partager une vision globale et de multiplier les programmes complémentaires pour consolider l'évolution mondiale de l'élevage.

Cette consultation s'est tenue à un moment opportun puisque la production et la consommation mondiales de viande, de lait et d'œufs croissent très rapidement, notamment dans les pays en développement, tandis que les ressources naturelles s'amenuisent. Les décideurs et les investisseurs continuent de sous-estimer le rôle clé joué par l'élevage dans la vie et les moyens de subsistance des populations les plus défavorisées. Le monde reste en alerte face aux risques de pandémies qui peuvent surgir à l'interface entre l'homme et les animaux.

Nous avons convenu que l'équité sociale, la santé et l'environnement devaient être considérés comme des piliers stratégiques de l'évolution mondiale de l'élevage. Un consensus s'est également dégagé sur les problèmes et les défis auxquels ce secteur est confronté et sur les approches à envisager.

Nous avons construit une alliance en vue de consolider nos partenariats, chaque organisme y apportant ses propres atouts. Réunis ensemble, nous serons capables de mieux expliquer à la communauté internationale en quoi l'élevage est essentiel à la société ainsi qu'à la santé et au bien-être des populations pauvres et nous pourrions montrer comment relever les défis et utiliser les opportunités qui se présentent.

Notre démarche s'appuiera sur les éléments les plus convaincants et restera en prise directe avec les impacts positifs ou négatifs du secteur. Elle tirera les enseignements voulus des succès et des échecs en matière de conception et d'exécution des meilleurs politiques et programmes. Elle s'efforcera d'appréhender la complexité des systèmes et les nouvelles technologies les plus efficaces, tout en prenant en compte les éléments qui ont fait leurs preuves. L'alliance cherchera enfin à développer des objectifs stratégiques et à créer et publier une méthode d'évaluation du chemin parcouru.

Les représentants d'autres organismes, publics ou privés, sont invités à rejoindre cette alliance.

Inter-agency donor group on pro-poor livestock research and development

The IADG was formed to encourage greater collaboration between all donor institutions involved in supporting pro-poor livestock research and development. It aims to facilitate such an activity primarily through convening 2-3 day annual meetings on discreet contemporary topics/themes identified by its members.

Working arrangements

The IADG's interpretation of the term donor is broad and includes all those institutions involved in funding the improvement of pro-poor livestock production in the developing world, viz. representatives from bilateral and multilateral donor organisations, from the private/commercial sector, from philanthropic organisations and from international research, educational and civil society institutions. Whereas the meetings are open to representatives from other organisations involved in livestock development, decisionmaking on the future direction of the Group takes place at IADG Business meetings and is restricted to those institutions which provide funding for livestock R&D.

The convening and reporting on IADG annual meetings has been done voluntarily by a few of the instigators of the initiative in collaboration with the organising committee of each meeting – normally a donor or implementing organisation. Attendance of participants is on a self-funding basis; this ensures that those who attend are keen to do so. The informal structure of the IADG has suited the needs of donors to date although discussions on the need for a more formal secretariat and a website have become more forceful to address inadequate communication between meetings and missed opportunities for collaboration.

Development of the IADG

At the 14th annual meeting in Berlin (May 2013), the IADG business meeting expressed their collective wish to benefit from intensified collaboration with the Global Donor Platform and become an active part of their livestock work. Partnership with the GDPRD will provide the group's members with more dynamic and sustained support activities between meetings including all the benefits from a dedicated IADG website and associated social communication media.

Vision

'Poverty alleviation through improved livestock production facilitated by donor collaboration'

Objectives

Encourage active collaboration between funding institutions involved in pro-poor livestock development to generate and promote new technologies, policies and information through demand-driven research and development. Currently, it does this through convening annual meetings aimed at facilitating programme/project partnerships between public, private, philanthropic, and international civil society organisations.; in the future, more online

communication tools will be employed for the time between the in-person meetings.

Main outcomes of the IADG meetings

- Greater awareness among donors and other players of each other's current and future research and development activities and future priorities
- Evidence of greater collaboration between donors on common livestock research issues and the birth of new PPP initiatives such as GalvMed
- Growing interest and involvement of new donors from the private sector and from BRIC countries in attending meetings and in collaboration
- Moving towards greater effectiveness of donor investment –poverty reduction, sustainable development,value for money.
- Greater collective awareness of contemporary issues affecting pro-poor livestock development.

Meeting processes

Whereas presentations at IADG meetings are formal in that they normally represent the work of a speaker's institution, IADG invokes Chatham House Rules* for subsequent discussions and the formalisation of conclusions and recommendations.

The Global Alliance for Climate-Smart Agriculture

<http://www.donorplatform.org/livestock-development/iadg>

The Global Alliance for Climate-Smart Agriculture, launched on 23 September 2014 at the UN Climate Summit by the President of Niger and the Prime Minister of the Netherlands, seeks to improve people's food security and nutrition in the face of climate change. The Alliance will help governments, farmers, scientists, businesses, and civil society, as well as regional unions and international organizations, to adjust agricultural, forestry and fisheries practices, food systems and social policies so that they better take account of climate change and the efficient use of natural resources. It was agreed the Alliance will have a light organizational structure, composed of a Strategic Committee and a supporting Facilitation Unit, which will be hosted by FAO.

As of January 15 some 74 stakeholders have joined the Global Alliance. View the complete list of members [here](#).

Background

FAO initiated and promotes the concept of Climate-Smart Agriculture (CSA) as an approach to develop the technical, policy and investment conditions to achieve food security under climate change (www.fao.org/climatechange/climatesmart/en). Since the concept's development in 2010, it has become an increasingly accepted approach. However, considerable knowledge, investment and stakeholder participation is required to effectively implement CSA. An international alliance is therefore being considered to capture the momentum and interest on CSA and transform it into a coordinated mechanism to support CSA adoption.

Outcomes

Members of the Alliance recognize the urgent need to act at scale and to contribute towards three aspirational outcomes:

- Sustainable and equitable increases in agricultural productivity and incomes;
- greater resilience of food systems and farming livelihoods; and
- reduction and/or removal of greenhouse gas emissions associated with agriculture (including the relationship between agriculture and ecosystems), where possible.

The Alliance will develop concrete aspirational outcomes, these outcomes might be expressed in terms of expected achievements globally or within specific countries or regions, if possible numerically. These aspirational outcomes will be expressed as concrete achievements in terms of changes in national policies for people's food security, livelihoods and when possible as potential results on the ground. They include:

- Voluntary adoption of national strategies for the practice of Climate-Smart Agriculture, within the context of national strategies for agriculture, food security and nutrition.
- Development of systems that encourage all people to adopt Climate-Smart Agriculture through a) expertise from other countries, b) lessons from pilot studies and c) resources needed to establish the necessary operating principles, extension services and farmer support schemes.

- The engagement of businesses, foundations, development agencies and intergovernmental organizations in support of this government-led agenda - in ways that bring benefits to the people whose livelihoods are most threatened by climate change.

To facilitate the identification of the potential key and priority areas of work, three action groups have been created on:

1. Knowledge
2. Investment
3. Enabling Environment

Access the [Framework Document of the Global Alliance for Climate-Smart Agriculture](#) for detailed information on the structure of the Alliance.



LIVESTOCK ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AND PERFORMANCE PARTNERSHIP

Livestock Environmental Assessment and Performance Partnership

WHO WE ARE?

The LEAP Partnership was founded in 2012 and involves stakeholders across the livestock sector, all who share an interest in improving the environmental performance of livestock supply chains. The objective is to develop comprehensive guidance and methodology for understanding the environmental performance of livestock supply chains.

WHY LEAP?

The livestock sector wants to improve its environmental performance. And stakeholders across supply chains, including consumers want to know more information about how products are produced and what their environmental impact is. But there is a need for internationally agreed metrics to measure environmental performance in a robust way that leads to real improvement. The aim of LEAP is to provide that harmonized methodology and guidance.

LIFE-CYCLE THINKING

Life-cycle thinking is a fundamental concept underpinning the work of the LEAP Partnership. This approach to development of guidance to measure environmental performance means that all inputs and outputs across the life-cycle stage of investigation are taken into account. Life-cycle thinking also avoids burden shifting – where impacts could be shifted to other parts of the product life-cycle in order to minimize the impact somewhere else. And it promotes greater efficiency in the use of resources.

REVIEW AND CASE STUDIES

Review processes and case studies are built into the program to ensure that the work is scientifically robust and practical for the livestock sector to use and improve environmental performance.

About the Partnership

WHO LEADS LEAP?

The Steering Committee provides overall leadership to LEAP and approves the work program. Currently, the Steering Committee is made up of three stakeholder groups representing private sectors, Governments, and Civil Society. Decision-making is made by consensus and the Chair is rotated annually across the three groups.

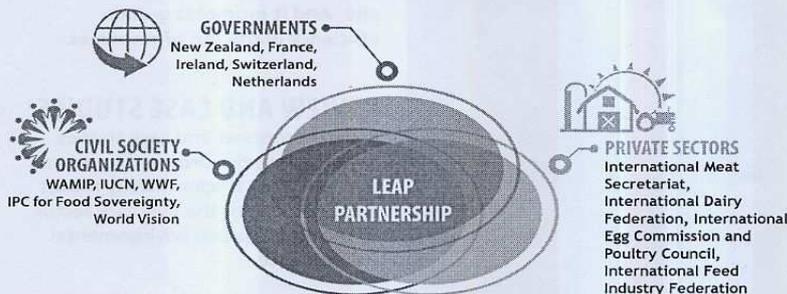
WHAT IS THE ROLE OF FAO?

The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) is the secretariat and ensures that the work of the LEAP Partnership is based on international best practice.

“Being the Chair of LEAP is a huge opportunity for civil society to take an active role in making this Partnership deliver real value to small-holder farmers who want to improve their performance. It also means we can contribute our expertise across environmental and development issues, such a biodiversity and diversity of livestock systems.”

Lalji Desai, Secretary General of WAMIP, Chair of the LEAP Partnership (Year 2)

THE STEERING COMMITTEE OF LEAP*

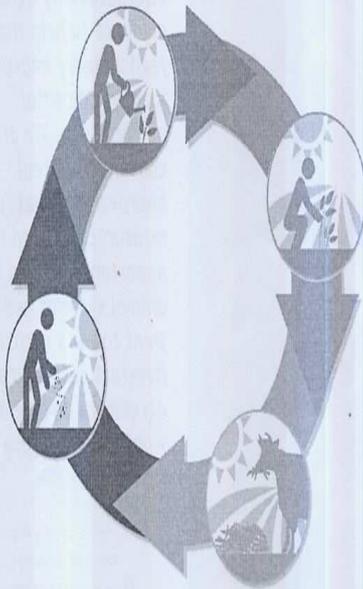


* Representatives of the three stakeholder groups may evolve as new organization join the Partnership

Science-based approaches

TECHNICAL ADVISORY GROUPS (TAGS)

TAGS are special groups made up of experts drawn from around the world (academia, private sector and NGOs). They are formed to develop the guidance and methodology for measurement of environmental performance. These groups meet 2-3 times a year in-person and carry out work on-line between meetings. Over 30 experts from more than 15 countries contribute to the work so far.



“From the start we saw the need for international collaboration to achieve harmonization of assessment methods for measuring the environmental performance of livestock supply chains. LEAP provides the forum for this important work.”

Paul McKiernan
Head of Climate Change Division
Department of Agriculture,
Food and the Marine,
Government of Ireland

“The feed industry got involved in the LEAP Partnership because we support development of internationally agreed guidance to help the feed industry improve its environmental performance. We are committed to real improvement that is measurable. Given the importance of feed into animal systems, we want to work across the livestock sector to achieve agreement on how and what we measure.”

Frank Mitloehner,
Feed Industry Representative on
the LEAP Steering Committee and
Chair of the LEAP Partnership (Year 1)

IMPD – Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable

<http://www.iucn.org/fr/wisp/>

L'Initiative Mondiale pour le Pastoralisme Durable (IMPD) est une initiative de niveau mondial qui soutient l'autonomisation des pasteurs dans le but de leur permettre de gérer durablement les ressources des milieux arides. WISP vise à permettre aux pasteurs de démontrer que leurs systèmes d'utilisation des terres et de production constituent un moyen efficace et efficient d'exploitation des ressources naturelles des milieux arides de par le monde.

L'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable (IMPD) est un réseau mondial de plaidoyer et de renforcement de capacité qui favorise un développement pastoral durable pour la réduction de la pauvreté et la gestion de l'environnement. L'IMPD est un catalyseur pour stimuler un partenariat entre les éleveurs, les Gouvernements, les ONG, les Organisations internationales et le secteur privé.

Avec son approche des connaissances de gestion et son engagement pour le plaidoyer, le renforcement de capacité et l'établissement de contacts, le programme contribue à permettre aux éleveurs de gérer durablement les parcours naturels et de prouver que leur système d'utilisation des terres est un moyen efficace d'exploitation des ressources de ces parcours naturels.

Les communautés pastorales sont souvent marginalisées aux plans social et politique. Leurs moyens d'existence sont constamment menacés par des politiques et des lois peu appropriées et par la forte demande dont leurs ressources font l'objet de la part de voisins politiquement plus puissants ou de la part d'autres concurrents. L'IMPD s'emploie donc à rendre autonomes les éleveurs et les institutions d'éleveurs en leur permettant d'accumuler des connaissances et d'influencer les politiques qui portent atteinte à leurs moyens de subsistance et à leur capacité de gérer durablement leurs ressources.

L'IMPD offre aux éleveurs les arguments sociaux, économiques et environnementaux susceptibles d'améliorer la perception du pastoralisme comme un système viable et durable de gestion des ressources. L'IMPD plaide également pour la création d'un environnement favorable à la gestion durable des parcours naturels, l'amélioration des moyens de subsistance des éleveurs et leur autonomisation.

PMED/GASL	LGA	IADG	LEAP	ACI	WISP
Prog.mondial	Livestock	Inter Agency	Livestock	Alliance	World initiative
pour un elevage	Global	Donor Group	environmental	globale	for sustainable
durable	Alliance		assesment...	climato	pastoralism
				intelligente	
date de création: 2012	2012	2011	2012	2014	2006
organisations régionales					
Union africaine	Union africaine	Union africaine	UE		UE
UE	Asean	UE			
org internationales UN					
FAO	FAO	FAO	UNEP	FAO	FAO
		UN Women			
		UNODC			
		WFP/PAM			
		The Global Mechanism			
org inter et banques non UN					
ILRI	FIDA	FIDA	OIE	WB/IFIF	FIDA
WB/IFIF	ILRI	WB/IFIF			
	WB/IFIF	IDB			
	OIE	OCDE			
		WTO/OMC			
		BAD			
pays UE					
NL		NL	NL	NL	
Ir		Ir	Ir	Ir	
		F	F	F	
		GB		GB	
		All		E	
		I			
		A			
		B			
		Dk			
		L			
		S			
		Fin			
		E			
pays Europe hors UE					
Suisse		Suisse		Suisse	Suisse
		Norvège		Norvège	
pays Amérique du Nord					
		Canada		USA	
		USA			
pays Amérique du Sud					
				Costa Rica	
				Mexique	
pays Asie					
		Corée du Sud		Japon	
				Vietnam	
				Philippines	
pays Afrique					
				Nigeria	
				Nigeria	
pays Océanie					
		Australie	Nlle Zélande		
Producteurs					
Inter Egg Commission			Inter Egg Commission	World Farmers Org	org breeders and past
Inter Poultry Council			Inter Poultry Council		
APESS(ass.el.sahel)					
Ass el dindons Canada					
Canadian Catt. Ass					
Industriels et services					
IMS/OIV			IMS/OIV		
			FEDIOL-UE		
Inter Dairy federation			Inter Dairy federation		
IFIF/Feed industry			IFIF/Feed industry		
Novus - USA			Novus - USA		
BEAM/Chine			Van Drie/NL		
Vet effect/NL			Health animal ind-IFAH		
Van Drie/NL			Lalmoni Agro Ld		

Commerce					
R4I -Canada					
UECBV-UE					
ong d'éleveurs					
IPC			IPC		
Cattle Council-Australia			League for pastoral people		
League for pastoral people					
autres ong					
Heiffer international			Carbone Guinée		Inter Land coalition
CIVV-Compassion in world			WWF		CELEP
Life network					MARAG
The Nature Conservancy					
Inter Eco Center					
World animal protection					
Human protection Inter.					
fondations					
	Gates Foundation				
org recherche/universités					
VCN-Viet Nam		C. Rech. Dev Inter-CRDI	Teagasc-Ir	GFAR	
Agresearch-NZ				C. Rech. Dev Inter-CRDI	
CIRAD-F					
INRA-F					
Institut de l'élevage-F					
Leibnitz Institute-NL					
ATB-NL					
Royal vet collège- GB					
Bern University-Suisse					
CIPAV-Colombie					
Plan Agropecuario-Ur					
UFSJ-Bresil					
agences de développement					
GIZ- Allemagne		AFD- F			
		GIZ- Allemagne			
autres					
Agribenchmark			Young naturalism fram.	ARC Prince Philip-GB	Inter Inst env & dev
GTED/GRSB			ISO	KFW Bank- All	
CATIE- Am Latine			Inter. wool&textile org		
Animal Task Force-UE					
Global initiatives					
LIF LoD					
Savory Institute					
TAFS					

Annexe 3 : Présentation des « organismes professionnels internationaux »

International Dairy Federation

<http://www.fil-idf.org/Public/TextFlowPage.php?ID=23084&language=fr>

Founded in 1903, the **International Dairy Federation** (IDF) is a non-profit private sector organization representing the interests of various stakeholders in dairying at the international level.

IDF is committed to furthering current knowledge and science on a wide range of issues by triggering state-of-the-art projects across the dairy chain. Today, dairy is one of the most vibrant and strategic sectors, with a major impact on national economies, public health, the environment...

IDF members are organized in **National Committees**, which are national associations composed of representatives of all dairy-related national interest groups including dairy farmers, dairy processing industry, dairy suppliers, academics and governments/food control authorities.

Mission

Representing the dairy sector as a whole at international level, by providing the best global source of expertise and scientific knowledge in support of the development and promotion of quality milk and milk products, to offer consumers nutrition, health and well-being.

Science and expert advice

IDF aims to identify, elaborate and disseminate best practice at international level in order to guide the dairy sector and to harmonise members' work on a variety of issues along the dairy production chain including animal health and welfare, protection of the environment, nutrition, food safety and hygiene and food standards.

International egg commission

<https://www.internationalegg.com/corporate/aboutus/index.asp>

IEC Countries

The IEC is the Global Network for the egg industry with members in over 75 countries around the world.

IEC Structure

The IEC structure includes the governing Council, Office Holders, The Executive Committee, and other standing committees which include Production & Trade, Egg Processors International (EPI), Marketing, Economics & Statistics and Membership.

Aims and Objectives

The IEC was established at the second International Egg Conference held in Bologna, Italy in 1964.

IEC Team

The people who work for the IEC.

IEC Statistical Rapporteurs

The IEC Economics and Statistics Committee is responsible for overseeing the collation, provision and analysis of all the IEC statistics publications. IEC statistics are made possible only through the dedication and commitment of the Rapporteurs in each country which provide the IEC with the core information. The importance of each Rapporteur in providing the IEC with information from around the world cannot be underestimated.

IEC Ambassadors

IEC Ambassadors are appointed around the world to increase awareness and membership of the IEC.

IEC Office Holders

The day to day operation of the IEC is the responsibility of the Office Holders, comprising a Chairman, Vice Chairman and three other officers elected by Council from among its members.

IEC Conferences

The IEC organises two annual conferences in locations across the world at which IEC members can meet with leading decision makers and experts in the international egg industry.



INTERNATIONAL POULTRY COUNCIL

Bringing together poultry leaders from around the world

About IPC

The International Poultry Council (IPC) was formed to bring together poultry industry leaders from around the world to address issues of trade, science, and improve relations among nations.



International Poultry Council
ru du Luxembourg 47 - 51, bte 2
1050 Brussels
Belgium

Objectives

Purpose – The International Poultry Council (IPC) was formed to bring together poultry industry leaders from around the world to discuss and address issues of trade, science, and improve relations among nations.

Mission and Objectives – The IPC's mission is simple: to strengthen communication between the industries of different countries, to develop and recommend policies affecting our industries, and to promote a common global understanding of and confidence in poultry products as the preferred source of meat protein.

Organisation de l'OIV

L'Office International de la Viande (OIV) représente le secteur mondial de la viande et du bétail et agit comme un moteur essentiel de croissance et de prospérité apte à satisfaire les futures demandes en protéines animales durables, de qualité supérieure, nutritives et sûres.

L'OIV est un organisme non lucratif qui réunit des associations d'éleveurs, des associations nationales et régionales liées à la viande, des associations d'exportateurs de viande, des entreprises de transformation de la viande, des gouvernements et des partenaires commerciaux du monde entier représentant plus de 75 % de la production mondiale de viande bovine, porcine et ovine. L'OIV est basé à Paris et fêtera son quarantième anniversaire en 2014.

[Cliquez ici pour télécharger la fiche d'information de l'OIV.](#)

La mission de l'OIV

L'OIV représente le secteur de la viande et du bétail à l'échelle internationale : il vise à promouvoir un approvisionnement durable en protéines animales sûres, saines, nutritives et de qualité supérieure, notamment sous forme de viande bovine, porcine et ovine, et à veiller à ce que le secteur participe activement à l'adoption d'une alimentation saine et durable.

L'OIV œuvre, aux côtés d'instances internationales de normalisation telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), à donner forme aux politiques publiques et aux normes réglementaires ayant une incidence sur la chaîne agroalimentaire.

Grâce à ses comités constitués d'experts, l'OIV se fait le champion des solutions et des politiques fondées sur la science, ainsi que le défenseur de la nécessité d'une innovation continue et de technologies plus efficaces, du commerce libre et équitable, et de l'entreprise durable, autant d'éléments indispensables pour répondre aux futurs enjeux d'une population mondiale croissante qui devrait atteindre 9 milliards d'ici à 2050 et devrait s'accompagner d'une demande renforcée en protéines animales de qualité.

Enfin, à travers ses conférences mondiales et ses colloques scientifiques, l'OIV sert de plate-forme de dialogue aux experts et contribue à la recherche internationale et aux avancées scientifiques, en particulier dans les domaines du développement durable, de l'alimentation et du bien-être animal.

FIL	IMS	IEC	IPC
Federation Laitière Internationale (IDF)	Office International de la viande (OIV)	Commission internationale de l'œuf	Conseil International de la volaille
1903	1974	1964	2005
Comités nationaux	Adhérents directs grpts prod et entreprises	Adhérents industriels	Pays adhérents et entreprises*
Belgique	Espagne	Belgique	U.E.
Croatie	Suède	Bulgarie	Allemagne*
Chypre	Allemagne	Autriche	Italie
Rep Tchèque	France	Danemark	GB
Danemark	Belgique	Hongrie	Pays-Bas*
Finland	Pays-Bas	Grande Bret	Danemark*
Bulgarie	Gde Bretagne	Finland	Belgique*
Finland	Irlande	France	Caraïbes
France	Italie	Allemagne	Chili
Allemagne	Nicaragua	Grèce	Mexique
Italy	Argentine	Irlande	Nicaragua
Pologne	Brésil	Italie	Argentine
Pays-Bas	Colombie	Lituanie	Panama
Portugal	Mexique	Luxembourg	Bresil
Irlande	Uruguay	Lettonie	Colombie
Lettonie	Inde	Pays-Bas	Honduras
Lituanie	Chine	Pologne	Chine
Luxembourg	Japon	Portugal	Thaïlande
Grèce	Norvège	Slovaquie	Pakistan*
Suède	Suisse	Espagne	Japon*
Gde Bretagne	Nlle Zélande	Suède	Australia*
Inde	Australie	Australie	Nlle Zelande
Japon	Afrique du Sud	Guatemala	Afrique Sud
Rep Corée	Namibie	La Barbade	Nigeria
Chine	Russie	Bolivie	Russie*
Mongolie	Etats-Unis	Panama	Egypte
Philippines	Canada	Perou	Turquie
Israel	Egypte	Nicaragua	Canada*
Iran		Equateur	Etats-Unis*
Koweït		Salvador	
Egypte		Cuba	
Turquie		Brésil	
Chili		Argentine	
Brésil		Colombie	
Mexico		Costa Rica	
Uruguay		Mexique	
Australie		Vietnam	
Nlle Zélande		Inde	
Norvège		Indonésie	
Islande		Chine	
Suisse		Taiwan	
Ukraine		Bangladesh	
Fed Russie		Japon	
Canada		Malaisie	
USA		Corée du Sud	
Afrique Sud		Mongolie	
Zimbabwe		Népal	
Entreprises		Pakistan	
Tatra PAK		Philippines	
Agropur		Singapour	
		Sri-Lanka	
		Thaïlande	
		Maurice	
		Bostwana	
		Nigeria	
		Malawi	
		Lesotho	
		Kenya	
		Mozambique	
		Namibie	
		Zimbabwe	
		Zambie	
		Afrique du Sud	
		Ouganda	
		Norvège	
		Suisse	
		Russie	
		Ukraine	
		Etats-Unis	
		Canada	
		Maroc	
		Iran	
		Egypt	
		Emirats AU	
		Turquie	
		Oman	

Annexe 4 : Présentation des « initiatives d'influence »

Global Roundtable for Sustainable Beef

<http://grsbeef.org/>

The Global Roundtable for Sustainable Beef (GRSB) is a global, multi-stakeholder initiative developed to advance continuous improvement in sustainability of the global beef value chain through leadership, science and multi-stakeholder engagement and collaboration. The GRSB envisions a world in which all aspects of the beef value chain are environmentally sound, socially responsible and economically viable.

Who We Are

GRSB is the strategic platform where leading organizations from within the beef industry, environmental branch, retailers and others with a close interest in the industry partner to advance continuous improvement in sustainability of the global beef value chain through sharing their knowledge of leadership, science and through multi-stakeholder engagement and collaboration

What Sets GRSB Apart

The GRSB aims to facilitate a global dialogue to advance continuous improvement in the sustainability of the global beef value chain by:

- identifying, evaluating and enabling increased adoption of current leading production and supply chain practices, policy and technology ;
- supporting action-oriented, regional and local multi-stakeholder initiatives focused on producing measurable outcomes, ensuring local adaptation ;
- addressing high-priority issues related to sustainability by sharing locally relevant and science-based information and support pilot projects to demonstrate those ;
- providing a forum and opportunities for constructive engagement, information exchange and technical problem solving.
- GRSB is the only global forum dedicated to connecting a network of local, regional and global leaders in the beef industry with a common vision and mission and gives stakeholders an equal opportunity through member ownership of the roundtable; and

- promoting the adoption of leading employment and economic development practices.

GRSB Vision

"We envision a world in which all aspects of the beef value chain are environmentally sound, socially responsible and economically viable."

GRSB Mission

"The GRSB mission is to advance continuous improvement in sustainability of the global beef value chain through leadership, science and multi-stakeholder engagement and collaboration."

Five Nations Beef Alliance

The Five Nations Beef Alliance (FNBA) includes the national organizations representing beef cattle producers in Australia, Canada, Mexico, New Zealand and the United States. Together, the Cattle Council of Australia, Canadian Cattlemen's Association, National Cattlemen's Beef Association, Beef + Lamb New Zealand, and Confederación Nacional de Organizaciones Ganaderas represent producers from countries that account for 1/3 of global beef production.

Overriding Principle

To exceed global consumers' expectations in respect of beef, while eliminating non-scientific and political trade restrictions.

Trade Reform

The Five Nations Beef Alliance (FNBA) will continue to advocate in favour of further liberalization as a key priority in the Doha Round of the World Trade Organisation (WTO) negotiations. The FNBA unequivocally supports expanded market access via the removal of tariff and non-tariff barriers, the elimination of all export subsidies and substantial reductions in domestic support.

The FNBA urges all beef importing countries to ensure that sound science remains the only basis for resolving Sanitary and Phyto-Sanitary (SPS) issues.

The FNBA agrees that when countries conduct their own science-based risk assessments related to BSE, the results should be that their respective governments will implement international OIE guidelines enabling trade in cattle, genetic material, beef and beef products to occur without interruptions on non-scientifically based criteria.

Animal Identification

The FNBA supports the ongoing development of animal identification systems that facilitate the eradication of animal disease and management of animal health concerns in the beef industry. Each member of the FNBA, along with each beef producing nation around the world, is urged to move forward with systems that deliver pragmatic and effective tracking and tracing capabilities which provide confidence to beef consumers.

Animal Health

Recognising the dangers of the spread of livestock disease for the beef industry, the FNBA urges all governments and quarantine authorities to remain vigilant in preventing the introduction and spread of animal diseases and threats from pests. The FNBA reaffirms that all such measures must be implemented to the extent justified by science-based risk assessments and recommended by international OIE guidelines.

Animal Welfare

The FNBA believes that cattle producers are genuinely motivated to ensure their livestock are well cared for. We urge cattle producer organizations in all beef producing nations to maintain and effectively implement animal welfare codes that are science based, outcome focused and do not impede international trade. We urge governments around the world to ensure any

animal handling and welfare legislation complies with these same principles.

Competitiveness and Profitability Issues

The FNBA urges governments to avoid measures that distort global markets and negatively affect the availability of inputs and resources that are vital to the production of cattle. Examples of measures not consistent with this principle include government subsidies that encourage the diversion of massive quantities of feed grains for alternate purposes, overly restrictive controls on the movement of labour, lengthy delays in the approval of veterinary pharmaceuticals and other non-scientific regulatory burdens.

Global Dairy Platform

<https://www.globaldairyplatform.com/Pages/default.aspx>

Global Dairy Platform leads the development of a collaborative, unified approach on common industry issues and the nurturing of innovative research so that consumers value milk and dairy products as naturally nutritious, enjoyable and an essential part of a healthy diet. Our membership of CEOs, executives and researchers from corporations, communication and scientific bodies work in partnership to align and support the dairy industry in the promotion of sustainable dairy nutrition.

About GDP

For years, dairy has been known for its nurturing and nourishing goodness. The image of wholesome nutrition for families has been, and remains, a key to its place at the world table. Those attributes, however, are only part of the story. Dairy plays a much larger role – in our lives and our communities – than is commonly appreciated by consumers.

The whole story of dairy is about an industry that created millions of jobs and has the capability to sustain and revitalize rural communities in all corners of the world. It's about a quest to help children thrive, communities grow and generations build upon responsible land stewardship. World economic, financial and food crises contribute to make dairy's tale one of food security and producing nutritious food, both safely and sustainably.

These things and more bind dairy's story, and our industry, together. Since its inception, Global Dairy Platform has worked to promote the nutrient richness of dairy products, bring balance and research to the role of milkfat in the diet and provide clarity on how dairy is managing its relationship with the environment. Now more than ever, as the world's population increases by 75 million people per year, the time is right to tell the story of dairy's power as a sustaining lifeforce, as well as the dairy goodness we bring to billions of people everyday.

GDP Mission and Vision

Our Mission: To align and support the dairy industry to promote sustainable dairy nutrition.

Our Vision: Consumers value milk and dairy products as naturally nutritious, enjoyable and an essential part of a healthy diet.



Statement of Intent

The Global Dairy Alliance is a diverse group of national dairy industries who are working to establish a fair and market-oriented trading system for dairy.

Fifty years after the GATT's formation, policy settings in many countries continue to distort world dairy trade and prices and impose massive costs on efficient producers and consumers. The Global Dairy Alliance believes that dairy producers and consumers around the world must be treated fairly and equally. The international trade in dairy products should be based on open markets that are free of regulatory distortions. Consumers must also have free access to the products of their choice.

The Alliance sees the WTO Doha Development Round as an unmatched opportunity to achieve these aims. Put simply, there can be no Doha Round outcome without a comprehensive agreement on agriculture. Given dairy's position and importance in world agriculture there can be no outcome on agriculture without fundamental reform of dairy trade.

Establishing a fair, market oriented trading system for dairy will require a programme of fundamental reform across the three pillars of the Doha Round negotiations - export subsidies, market access and domestic support. Our specific reform targets include:

- **Elimination of all export subsidies within three years**
- **Strong disciplines on the use of food aid and all other export competition policies (such as export credits).**
- **Substantial, progressive improvements in market access for dairy products leading ultimately to the elimination of all dairy product tariffs and tariff quotas**
- **Improved disciplines on the administration of transitional access arrangements (including elimination of the special safeguard mechanism for developed countries), and .**
- **Progressive elimination of all trade-distorting domestic subsidies in developed countries**

While the Alliance strongly supports open markets as the preferred approach to reducing barriers to trade and efficient production, we recognise the special position of developing dairy producers. The Doha Round must incorporate special measures (including earlier phase out by developed countries of export subsidies targeted at developing countries) in order to assist their transition to a more liberal market environment.

Within the Doha Round, discussions on non-trade concerns must also be dealt with in ways that do not establish new forms of protectionism or technical barriers to trade.

To fully capture the benefits on offer from international trade reform, the Alliance believes the Doha Round negotiations should go beyond the positions put forward to date by WTO members.

Alliance members are committed to achieving the above goals. We stand ready to work with all national dairy industries who will work to achieve these same goals.

Contact Information

Secretariat

email:

secretariat@globaldairyalliar

GRSB	FNBA	GDP	GDA
Global roundtable for sustainable beef	5 nations beef alliance	Global Dairy Platform (industriels et ass nationales)	Global Dairy Alliance (industriels)
2012	1993	2006	2002
Producteurs			en attente membership
Canadian Catt. Ass	Canadian Catt. Ass	Non profit members (fed nationales ou inter)	
Catt.beef ass- USA	Catt.beef ass- USA	Belgique	
Catt. Council- Aust	Catt. Council- Aust	GB	
	Org Ganaderia- Mex	Irlande	
Beef and Lamb-NZ	Beef and Lamb-NZ	Danemark	
	Alliance da Terra-Br	Pays-Bas	
Certified Angus		Suède	
Industriels et services		Pologne	
Van Drie- NL		European Dairy Ass	
Allflex		Japon	
Beef products		Corée	
Cargill		Israel	
Dow		Bresil	
Elanco-GB		Chili	
Inalca		Nlle Zelande	
Br		Australie	
Merck		Suisse	
Rabobank-NL		Norvège	
Tyson		Etats-Unis	
Santande		Canada	
Syngenta		Afrique Sud	
Commerce		Southern Africa Dairy	
Mc Do		International dairy...	
Wallmart		Commercial members	
Woolworth		Arla Foods amba-DK	
Carrefour-Br		DMK -NL	
autres ong		Glanbia- Ir	
Conserv.y Desarrollo		Irish dairy Board- Ir	
Solidaridad		Tetra Laval - S	
Rainforest alliance		Sodiaal	
National wildlife fed		NIZO F R - NL	
		ROYAL DSM NV- NL	
		R FrieslandCampina-NL	
		Mengniu Dairy C.-Chine	
		Megmilk S B -Japon	
		Meiji Comp. Japon	
org recherche/universités		Morinaga Milk ind. Japon	
		Fronterra Coop Group-NZ	
Earth innovation inst		Murray Goulburn- Aus	
autres		Nestlé SA- Suisse	
Holistic manag. Inter		Swiss valley farms- Su	
		TINE Group- Norvège	
		Saputo - Canada	
		CoBank- USA	
		Dairy Farmers of A- USA	
		Dairy Farmers of A- USA	
		Dairy partners -USA	
		Land O'Lakes- USA	
		Maryland...coop- USA	
		St Albans Coop- USA	
		United dairymen ..-USA	
		Clover Ind. Af Sud	

Le brésilien JBS se pose en numéro deux de l'alimentation

THIERRY OGIER / CORRESPONDANT À SAO PAULO | LE 17/03 À 06:00, MIS À JOUR À 11:06



Après avoir atteint un chiffre d'affaires de 36 milliards d'euros, le groupe lève le pied sur les rachats.

JBS, c'est la bête qui ne cesse de grossir dans l'univers de la viande. Grâce à des résultats en pointe et un **chiffre d'affaires** de 36 milliards d'euros l'an dernier (120,5 milliards de réaux, en progression de 30 % sur un an), la multinationale brésilienne revendique désormais le poste de numéro deux mondial de l'alimentaire. Loin derrière Nestlé (85 milliards d'euros), mais devant Tyson Foods (34,8 milliards).

Il y a six ans, JBS était déjà devenu le leader mondial du marché de la viande, à la suite de l'acquisition de l'américain Pilgrim's Pride. Entre-temps, des dizaines de transactions au Brésil, aux Etats-Unis et en Australie... Un parcours impressionnant pour une entreprise qui plonge ses origines dans une boucherie du centre du pays !

Soutien du gouvernement

Le moteur de cette expansion, c'est le soutien sans faille de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), la banque publique étant un de ses actionnaires. L'expansion internationale de JBS correspond au désir du gouvernement brésilien de renforcer le rayonnement de ses entreprises phares à l'étranger. Cette frénésie d'acquisitions, qui inclut également la reprise des activités de la filiale brésilienne de Doux, lui permet désormais de réaliser 80 % de son chiffre d'affaires hors du Brésil. Une implantation à l'étranger bien utile en temps de crise, qui lui fournit une protection naturelle contre la dépréciation du real. Ses exportations, en hausse de 38 % par rapport à 2013, ont atteint 15,3 milliards d'euros. « Nous avons accès à 100 % des marchés consommateurs au monde et nous continuerons à nous appuyer sur la demande dans les marchés émergents, surtout en Asie », explique Wesley Batista, le patron de JBS. De surcroît, le groupe est bien implanté aux Etats-Unis, et compte bien profiter de la reprise en Amérique du Nord.

Mais la priorité désormais, une fois bouclée une acquisition en cours en Australie (Primo Smallgoods), c'est de consolider le bilan de l'entreprise. Pas de nouvelles acquisitions en vue, a prévenu Wesley Batista. Car en temps de crise au Brésil, les banques publiques ne seront plus aussi généreuses. Et les coûts de financement vont augmenter.

Annexe 6: Liste des personnes rencontrées

Nom Prénom	Organisme	Fonction	Date de rencontre
DELAURENS Patrice	MAAF	Chef du Service des relations internationales	12/11/2014
PETIT Hervé	AVSF	Responsable de programme	07/01/2015
PRUGUE Michel	CFA	Président	13/01/2015
RICHARD Anne	CFA	Directrice	13/01/2015
ROUE Guillaume	OIV	Président	10/02/2015
HSING Huang	OIV	Secrétaire général	10/02/2015
SERVIERE Jacques	OIV	Conseiller scientifique	10/02/2015
FRANCOIS Jean-Luc	AFD	Chef de la division agriculture, développement rural et biodiversité	18/02/2015
STEINMETZ Philippe	AFD	Chef de projets/division agriculture, développement rural et biodiversité	18/02/2015
LANGLOIS Dominique	INTERBEV	Président	02/12/2014
LEPOULTIER Catherine	CNIEL	Directrice générale	23/02/2015
GESLAIN Thierry	CNIEL	Responsable international	23/02/2015
VALLAT Bernard	OIE	Directeur général	27/03/2015
VION Valerie	MAAF	Chef du bureau du développement et des organisations internationales	09/12/2014
GINET Mathias	MAAF	Bureau du développement et des organisations internationales	09/12/2014
MIGNOT Gauthier	MAEDI	Directeur général adjoint / Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats	12/12/2014
SOULA Jean-Jacques	MAEDI	DGM/Sous- Direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain	12/12/2014
BEYRIES Philippe	MAEDI	DGM/Sous- Direction de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain	12/12/2014
BROOKS Jonathan	OCDE	Chef de division	07/05/2015
CARAZO Luis	Commission européenne	Chef de la division « produits animaux »	22/05/2015

Annexe 7 : Bibliographie - Principales sources documentaires utilisées

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023

Prospects for EU agriculture markets and income 2014-2024 – décembre 2014

L'affirmation des multinationales de l'agroalimentaire des pays émergents – Cécile Fèvre et Thierry Pouch – Revue d'Economie rurale- mars-avril 2013.

INDIAGRI janvier, février et mars 2015

Liens élevage-environnement-développement – J.P. Pradère- OIE – 2014

Brèves agricoles d'Afrique du Sud n°8 – avril 2015

Elevage et développement - Communication à l'Académie vétérinaire – H. Lejeune- avril 2014.

Situation, perspectives et enjeux pour les filières oeufs européennes à la veille de la mise en oeuvre de la directive « bien-être » - Magdelaine Pascale, Gonnier Véronique, Christine Jez – mars 2011

Les « Global Players » dans les filières viandes – Les synthèses de FranceAgrimer- août 2011
Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire n°16 « Le paradoxe de l'élevage au Sahel : forts enjeux, faibles soutiens »- avril 2015

La compétitivité agricole du Mercosur : le cas des filières d'élevage brésiliennes - Etude DGPAAT n°11-02 -2012

Elevage et enjeux internationaux pour un élevage multiperformant, compétitif et durable- 2014- Note préparée par la Confédération nationale de l'élevage et diffusée aux ambassades.

Situation de la production et des marchés des oeufs et des produits d'oeufs – ITAVI- 2013

Annexe 8 : Liste des sigles utilisés

FAO	Food and Agriculture organisation/ Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
PMED/GASCL	Programme mondial pour un élevage durable
GRSB	Global roundtable for sustainable beef
LGA	Alliance globale pour l'élevage/ Livestock global alliance
GID/IADG	Groupe inter-agences des donateurs/ Inter agency donor group
ACI/GASCA	Alliance globale climato-intelligente
LEAP	Partenariat pour l'évaluation environnementale de l'élevage/ Livestock environmental assesment
FNBA	Five nations beef alliance
WISP/IMPD	World initiative for sustainable pastoralism
GDP	Global dairy platform
GDA	Global dairy alliance
FIL/IDF	Fédération laitière internationale
CIO/IEC	Commission international de l'oeuf
CIV/IPC	Conseil international de la volaille
IMS/OIV	Office international de la viande
PAC	Politique agricole commune
DGM	Direction générale de la mondialisation (MAEDI)
DGPAAT	Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires (MAAF)
DGAL	Direction générale de l'alimentation (MAAF)
DGPE	Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (ex DGPAAT)
OIE	Organisation mondiale de la santé animale/ World organisation for animal health
MAEDI	Ministère des affaires étrangères et du développement international
MAAF	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
INTERBEV	Interprofession bétail et viandes
CFA	Confédération française de l'agriculture
AFD	Agence française de développement
AVSF	Agronome et vétérinaires sans frontières
CNIEL	Centre interprofessionnel de l'économie laitière

